ISSN 0024-7650

AFRIQUE du SUD : la classe ouvrière noire en lutte contre l'apartheid

Pages 8 et 9

lutte ouvrière

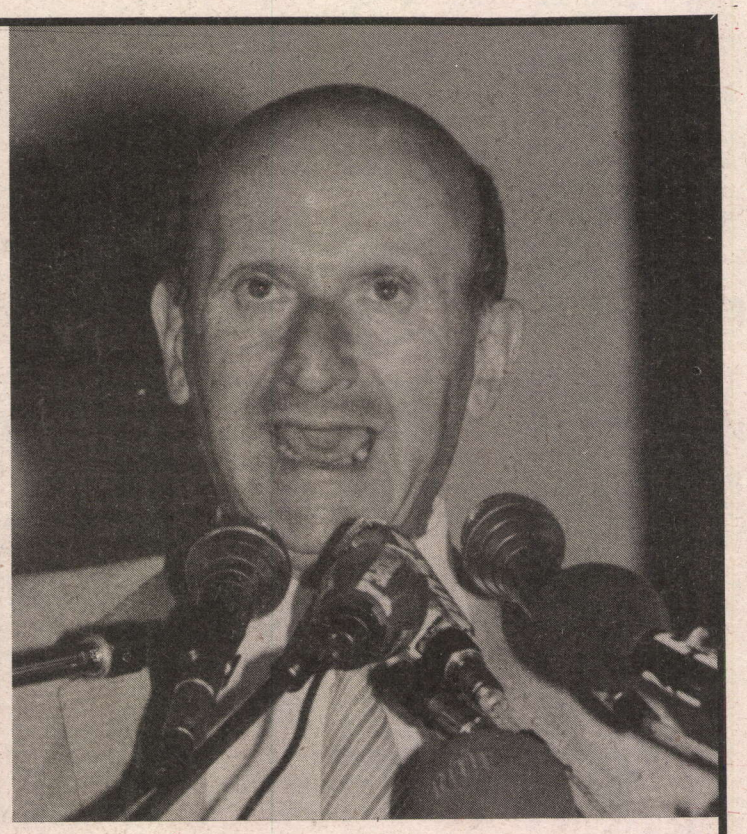
Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 745 - 11 septembre 1982 - prix : 6 F

Italie : La Mafia et l'état

P. 10, 11 et 12

F.M.I : les grandes puissances font payer leur crise aux pays pauvres

P. 14



Face à la politique d'austérité de Mauroy,

Krasucki se dérobe.

AUX TRAVAILLEURS DE RIPOSTER.

M 6189 - 745 - 6 F

sommaire

Dans le monde

Pages 8 et 9 :
— **Italie : l'assassinat de Dalla Chiesa et la guerre des Mafias.**
— **La Mafia, organisation occulte d'une fraction des possédants.**
Pages 10 à 12 :
— **Afrique du Sud : la classe ouvrière noire face au régime d'Apartheid.**
- **La volonté d'organisation des travailleurs noirs.**
- **La classe ouvrière et la crise.**
- **La contestation revêt des formes multiples.**
- **Les partis d'opposition : ANC, PAC, Conscience Noire.**
- **Un climat idéal pour les investisseurs ?**

Page 13 :
— **Mexique : nationalisation des banques avec la bénédiction de Wall Street.**
Page 14 :
— **L'assemblée du FMI à Toronto : les usuriers de la planète veulent étrangler les pays pauvres.**

En France

Page 4 :
— **Comment Hernu a coulé l'Exocet.**
Page 5 :
— **Krasucki aux militants de la CGT : « Soyez coopérants et constructifs ».**
— **Objectif du PCF : occuper ses militants sans faire de peine au gouvernement.**
Page 6 :
— **Les salaires dans la fonction publique : top secret au sommet.**
— **Impôt 1983 : les riches n'y perdent rien.**
Page 7 :
— **Rentrée scolaire : ayez des idées, mais ne demandez pas d'argent.**
— **Dans les Vosges : quand l'eau « potable » empoisonne la population.**
Page 15 :
— **Citroën St-Ouen-les-Epinettes : la grogne.**
— **Echos des entreprises.**

Culture

Pages 16 et 17 :
— **Livres : *Le socialisme dans le Cher 1851-1921* de C. Pennetier ; *Le royaume, la grande aventure de l'Arabie Saoudite* de R. Lacey ; *La gribouille* d'A. Maillet ; *La vapeur* de J. Tonnaire.**
Pages 18 et 19 :
— **Films : *Qu'est-ce qu'on attend pour être heureux ? ; Légitime violence.***
— **Dossiers de l'écran : *Les yeux pour pleurer...* mais personne pour moucher le système des patrons.**

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition : PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression : Les Marchés de France

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

INTERVENTION D'ARLETTE LAGUILLER

à l'émission « Parti pris » (Europe n° 1) le jeudi 9 septembre 1982

Le gouvernement a tout l'air d'être content de lui-même. Content du blocage des salaires, content de sa politique qu'il appelle « de rigueur » pour ne pas l'appeler « d'austérité », content d'avoir osé prendre contre les salariés des mesures que même Barre n'avait pas osé prendre.

Eh bien, les travailleurs, eux, ne sont pas contents du tout.

Après seize mois de gouvernement de la gauche, les travailleurs sont déçus, désorientés et quelques-uns déjà en colère.

Le gouvernement promettait la réduction de la semaine de travail d'une heure chaque année. Aujourd'hui, il nous dit qu'on ne réexaminera pas le problème avant 1984. Ceux qui ont un emploi devront travailler toujours aussi longtemps et toujours aussi dur, avec un niveau de vie en baisse. Mais dans le même temps deux millions de travailleurs sont laissés au chômage.

Les travailleurs voient bien que ce gouvernement, pour qui ils ont voté, ne gouverne pas en faveur des classes populaires. Ils enragent aussi d'entendre les critiques ironiques ou satisfaites de la droite.

Mais c'est le gouvernement qui donne lui-même les prétextes aux attaques de la droite, par sa politique de fausses promesses et de double langage.

Il y a un an j'ai appelé, avec Lutte Ouvrière, à voter au deuxième tour pour la gauche, parce que j'étais solidaire de la majorité des travailleurs qui souhaitaient la voir au gouvernement. Mais je le disais déjà à ce moment-là : nous ne devons faire aucune confiance à ces gens-là.

La droite, nous la connaissions déjà comme l'adversaire déclaré du monde du travail. Et maintenant, c'est la gauche que nous voyons à l'œuvre. Et elle est en train de faire la démonstration qu'elle non plus ne veut ni ne peut faire grand-chose pour alléger le poids sur les masses travailleuses du chômage, des hausses des prix, de la crise.

Bien sûr, les travailleurs qui sont déçus aujourd'hui ne veulent pas voir revenir la droite.

N'y a-t-il donc pas d'autre choix ?

Si ! Il faut changer la gauche ! Il faut que les travailleurs décident de faire eux-mêmes de la politique. Il faut que les travailleurs socialistes et communistes qui sont, eux aussi, déçus choisissent d'aider à la formation d'un nouveau parti de gauche, défendant réellement leurs intérêts et qui ne soit lié d'aucune façon aux possédants.

Il faut un autre choix que le choix électoral entre une droite ennemie des travailleurs et une gauche faillie.

En Juin 36 ou Mai 68, ce qui a permis d'obtenir des changements, ce n'est pas le bulletin de vote : ce sont les travailleurs en lutte.

TALBOT-POISSY :

La direction contrainte d'annuler les licenciements

C'est une grève à rebondissements que connaît depuis le mardi 7 septembre l'usine Talbot de Poissy.

Le mouvement a débuté à l'appel de la CGT sur un double objectif : d'une part la levée des sanctions à l'égard de délégués licenciés ou menacés de licenciement, d'autre part l'application intégrale des accords de juin, en particulier en matière d'affichage des cadences de travail dans les ateliers.

La grève a été largement suivie. 4 000 ouvriers sur les 8 000 que compte l'entreprise ont complètement stoppé la production en faisant la grève sur le tas.

La direction de Talbot a immédiatement durci le conflit, accusant des éléments cégétistes de « *faire régner la terreur* » dans l'usine.

Une réunion a finalement eu lieu mercredi dans la nuit, au ministère du Travail, en présence d'un dirigeant de Peugeot, dont dépend Talbot. Sur la proposition du ministre du Travail, Auroux, cinq des licenciements étaient annulés, les quatre autres transformés en mises à pied de deux semaines.

Alors que les grévistes qui avaient eu gain de cause reprenaient le travail jeudi matin, à l'appel de la CGT et de la CFDT, on assistait à un coup de théâtre. Les syndicats FO, CSL et autonomes, dont les liens avec la direction et la hiérarchie de l'usine sont notoires, décidaient à leur tour d'appeler à la grève. Ils « *n'admettent pas que le groupe PSA ait désavoué la direction de Poissy* » et affirment que « *l'accord intervenu cette nuit est la porte ouverte à la violence. Les gens de la CGT peuvent maintenant nous taper dessus quand ils voudront et n'importe où* ». Bref, les cogneurs de Talbot se posaient en victimes.

La CSL, le syndicat du patron, obtenait le paiement des journées perdues et, après les avoir obtenues, prévoyait un nouveau débrayage jeudi après-midi pour refuser la réintégration des ouvriers licenciés.

La direction de Peugeot-PSA a choisi de ne pas passer outre aux recommandations du gouvernement : ce qui compte pour elle, c'est la remise en marche de la production. Mais ce qui est clair aussi, c'est qu'elle continue d'utiliser la CSL et la hiérarchie de Talbot et de laisser le champ libre à leur hargne contre les grévistes de l'usine de Poissy.

G.L.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 60 F

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Face à la politique d'austérité de Mauroy, Krasucki se dérobe. Aux travailleurs de riposter

MARDI 7 septembre, la CGT a tenu son meeting de rentrée à la porte de Pantin à Paris. A l'occasion de cette rentrée, on pouvait s'attendre à ce que la plus grande centrale ouvrière du pays définisse sa politique.

Mais bien malin qui peut dire si Henri Krasucki, le dirigeant de la CGT, est d'accord avec le gouvernement ou pas, s'il l'approuve ou non. Approuve-t-il ou désapprouve-t-il le blocage des salaires ? Approuve-t-il ou non Pierre Mauroy quand celui-ci veut annuler les différents accords d'entreprise indexant les salaires sur les prix ?

Dans son discours, Henri Krasucki a bien émis quelques réserves. A l'entendre, on pourrait même penser que les dirigeants de la CGT ne sont pas pour la politique salariale du gouvernement. Mais que proposent-ils de faire ?

La CGT s'apprête-t-elle à combattre cette politique dans les entreprises, dans le pays ? Va-t-elle, comme d'autres syndicats l'ont fait, ceux de la police ou des gardiens de prison par exemple, s'opposer au gouvernement jusqu'à le faire revenir sur ses décisions ? Apparemment non.

Non, parce que la CGT a un pied dans le gouvernement par l'intermédiaire du Parti Communiste qui y a des ministres, et cela suffit à la lier à la galère gouvernementale et à celle de Mitterrand. Tout au plus, on peut voir qu'elle est parcourue de frissons quand le gouvernement s'en prend directement et ouvertement au niveau de vie des travailleurs, mais elle ne fera rien pour contrer cette politique. Parce qu'elle ne veut compromettre ni la situation des ministres communistes, ni celle de ses propres dirigeants, et qu'elle a perdu toute liberté de mouvement. Et de ce point de vue, la CFDT n'a rien à envier à la CGT, sans parler des autres syndicats.

Non. La classe ouvrière ne peut pas compter sur les dirigeants syndicaux qui ne pensent qu'à marcher avec un gouvernement qui ne prendra aucune mesure en faveur de la population, dont la veulerie lui aliène les sympathies de ceux qui l'ont soutenu, et dont l'indécision renforce l'arrogance de ceux qui ont toujours été ses adversaires.

L'existence même de ce gouvernement socialiste contribue à paralyser les grandes centrales syndicales encore plus que d'habitude. Avec la droite, elles se refusaient à mener une action cohérente contre l'offensive de la bourgeoisie. Avec la gauche, elles n'ont même plus rien à dire. Tout ce que les syndicats savent faire aujourd'hui, c'est brader l'indépendance de la classe ouvrière en liant son existence au sort d'un gouvernement socialiste dont la politique apparaît comme de plus en plus contestable aux travailleurs.

Mais cette paralysie des organisations ouvrières n'est pas neutre. Cette indigence de la part de ceux qui font profession de diriger les travailleurs est plus qu'une carence, plus qu'une erreur. C'est un mauvais coup porté à la classe ouvrière et un préjudice pour l'avenir. Car le pire, indépendamment du fait que les attaques gouvernementales ne rencontrent pas de riposte, c'est que cet acharnement à ne pas avoir de politique démoralise et déconsidère le camp de l'ensemble de la gauche, déconsidère la classe ouvrière en laissant penser qu'elle est incapable de réagir.

Et pourtant il y a une politique possible pour la classe ouvrière. Mais ce n'est pas celle des dirigeants syndicaux.

La leur, c'est celle qui consiste à ligoter les travailleurs en les décourageant de se défendre et de réagir, en les empêchant de s'opposer à la politique que la bourgeoisie impose au gouvernement de la gauche.

Mais pourquoi la classe ouvrière devrait-elle se laisser contaminer par l'indécision de dirigeants incompétents et versatiles ? La classe ouvrière n'est pas obligée de se contenter de tels dirigeants. Elle n'est pas condamnée à supporter tour à tour l'arrogance des Barre et des Giscard, ou les discours hypocrites des Mauroy, des Rocard et des Mitterrand.

Il y a dans les entreprises des milliers de travailleurs, y compris des militants du Parti Communiste, du Parti Socialiste et des grandes confédérations syndicales, qui sentent bien que l'absence de toute réaction des organisations ouvrières traditionnelles devant les attaques menées par le gouvernement au niveau de vie de la classe ouvrière est un mauvais coup porté à celle-ci.

C'est à tous ces travailleurs, conscients des intérêts de leur classe et soucieux de les défendre, qu'il appartient de construire une autre gauche, d'autres organisations ouvrières dignes de ce nom.

Arlette LAGUILLER

Les salaires responsables de l'inflation ?

« *Il ne faut plus indexer les salaires sur les prix, car cela entraîne l'inflation. Il faut au contraire, partant des objectifs de prix que le gouvernement se fixe, c'est-à-dire 8 % en 1983, que les accords salariaux comportent un calendrier précis, complet, de toutes les hausses qui auront lieu en 1983* », a déclaré le Premier ministre au Club de la Presse d'Europe n° 1.

C'est clair, net et sans bavure : dans la fameuse spirale des prix et des salaires, ces derniers sont les fautifs. Donc, haro sur les salaires ! En limitant leur hausse à 8 % en 1983 après les avoir bloqués en 1982, on arrêtera du même coup l'inflation : voilà la dernière trouvaille du gouvernement.

Ce plan, Delors l'avait annoncé en fait au début de l'année. Il essayait à l'époque de la faire passer pour une avancée sociale : décréter par avance un calendrier limitant les augmentations de salaires sur l'année devenait dans sa bouche accorder « *des augmentations anticipées* ». Il n'avait pas alors réussi à obtenir l'assentiment des syndicats pour cette forme de freinage des salaires. Mais aujourd'hui, après avoir imposé quatre mois de blocage intégral, Mauroy compte peut-être la faire accepter comme un progrès... par rapport au blocage évidemment.

Si Mauroy, qui en juillet encore disait que les salaires n'étaient pas responsables de l'inflation, pensait vraiment le contraire aujourd'hui, s'il croyait qu'en bloquant la hausse annuelle des salaires à 8 % il allait limiter l'inflation à 8 %, pourquoi ne pas limiter carrément la hausse des salaires à 0 % ? Cela éliminerait l'inflation.

Mais il n'y croit pas puisqu'il annonce, et cela dans le même discours : « *Il faut qu'à la fin de 1983, en moyenne, le pouvoir d'achat en niveau soit préservé* ». Il reconnaît donc qu'il y aura une baisse du pouvoir d'achat tout au long de l'année, c'est-à-dire une inflation supérieure à 8 % ; et ce ne sont pas les salaires qui l'auront créée. De combien sera-t-elle ? Nos experts gouvernementaux ne nous le disent pas, et probablement sont bien incapables de le savoir. Notons en passant que Mauroy ne promet qu'un rattrapage, pour 1984, « *en moyenne* » — donc pas pour tout le monde — et « *en niveau* » — donc ce qui aura été perdu pendant le blocage ne sera pas récupéré. Et puis, d'ici 1984, on aura tout le temps de nous expliquer qu'il est nécessaire de persévérer dans le blocage !

En fait Mauroy ne croit pas lui-même à ce qu'il dit. Mais il ne pouvait tout de même pas dire crûment que le blocage des salaires — ou la limitation des hausses — n'a pour but que de prendre sur notre pouvoir d'achat pour sauver les profits patronaux.

Gaston DEVAU

Blocage à rallonge

Pour la sortie du blocage, des négociations entre patronat et syndicats devraient avoir lieu sur le montant des augmentations accordées. Mais le gouvernement a annoncé d'avance la couleur : pas plus de 3 % de hausse pour ce dernier trimestre 1982. Outre que ces 3 %, qui sont considérés comme un maximum, suffiront tout juste (et encore !) à suivre la hausse des prix du dernier trimestre lui-même, sans rattraper du tout le retard des 4 mois de blocage, dans nombre de branches c'est en réalité sur bien plus de quatre mois que les salaires ont été bloqués.

C'est en particulier le cas des branches qui n'avaient pas eu de révision de salaire depuis des mois, et dont la révision devait justement venir pendant cette période d'été. Dans le textile par exemple, la dernière augmentation datait du 1er janvier, et une commission mixte devait se réunir le 9 juillet pour discuter du réajustement, les salaires ayant déjà pris en juillet un retard estimé à 6,3 % d'après le journal *Le Matin*. Cette convention a été annulée, et c'est donc déjà 10 mois de blocage des salaires qu'ont connus les travailleurs de cette branche.

Autre exemple que donne aussi *Le Matin* du 7 septembre, le secteur d'hospitalisation privée où, au 1er novembre, les salaires auront pris huit mois de retard.

Quelques exemples qui montrent que dans de nombreux secteurs les travailleurs ont d'ores et déjà perdu bien plus que ce que le gouvernement n'ose avouer.

La vérité toute nue

C'est sous le titre *Le changement dans la douleur* que le journal *Le Monde* du mardi 7 septembre commentait l'intervention de Mauroy au Club de la Presse d'Europe 1. « *Pourvu d'un indéniable courage, le Premier ministre manquerait-il de sincérité ?* » demandait le journal.

Mais ce n'est pas vraiment une critique, c'est seulement que *Le Monde*, tout en se félicitant des propos de Mauroy, se veut plus cynique. « *Si Mauroy et Delors réussissent à sortir du blocage en ayant cassé l'indexation, ce sera l'un des plus beaux succès de l'après-guerre* », écrit-il, se réjouissant de voir enfin un gouvernement faire, contre le niveau de vie des travailleurs, mieux que Barre lui-même, « *qui ne voulut ou n'osa jamais s'attaquer à cette Bastille* ».

« *Ceci posé, il va falloir en payer le prix. Et il risque d'être beaucoup plus élevé que ne l'a affirmé, avec un embarras visible, Mauroy* », poursuit *Le Monde*. Quel sera ce prix ? « *Certains se montrent assez pessimistes, avançant une perte du pouvoir d'achat de près de 20 % en trois ans* ».

Reconnaissons à ce journal, si proche du gouvernement, qu'il a le mérite, lui, de dire les choses clairement.

EN BREF...

La réduction des promesses, plus rapide que celle du temps de travail

Les 35 heures ? C'était pour tout de suite... quand la gauche n'était pas au gouvernement. A peine était-elle élue que l'on ne voyait arriver qu'une petite heure en moins tandis que les 35 heures disparaissaient dans le lointain, vers 1985.

C'était sans doute un engagement encore trop précis : Mauroy, dans la dernière série de mesures anti-ouvrières qu'il a annoncées, vient de rectifier le tir : pas de réduction du temps de travail avant 1984, « *si les travailleurs y sont prêts* », a-t-il déclaré. Que signifie cette formule ? Que le gouvernement, lui, n'y est plus prêt ? Que les travailleurs, en même temps que la réduction d'horaire, subiront une réduction de salaire ? Et les 35 heures, qui, dès mai 1981, ont été repoussées, qui n'y étaient pas prêt, les travailleurs, ou le gouvernement ?

Ah, que la guerre est jolie !

Le salon de l'aéronautique, qui a lieu tous les deux ans à Farnborough, en Grande-Bretagne, en alternance avec celui du Bourget en France, a révélé que l'aéronautique britannique se porte bien.

Cela tient presque du miracle, dans le pays d'Europe le plus touché par la crise et où, comme partout ailleurs, il y a une baisse du trafic des compagnies aériennes civiles.

Mais grâce au conflit des Malouines, l'aéronautique militaire britannique a eu une demande accrue. Par ailleurs, il faut maintenant reconstruire les appareils qui ont été abattus. Et puis, surtout, le théâtre de la guerre a été une excellente publicité pour les fabrications « made in England », admettent les spécialistes britanniques : aujourd'hui, les commandes en avions militaires et en missiles arrivent.

Finalement, que ce soit pour les Exocet de M. Dassault ou pour les chasseurs Harrier de la British Aerospace, la guerre avec l'Argentine a été une bonne affaire.

Evidemment, elle a fait aussi des morts et coûté cher aux populations des deux pays. Mais on ne va tout de même pas s'arrêter à ces détails.

Au Louvre ils préfèrent les Invalides

Alors que le budget de l'armée est de 158,9 milliards de francs pour 1983, c'est-à-dire 18 % du budget total, des députés de droite se sont plaints que ce budget n'ait pas augmenté plus que l'inflation. Ce qui « paraît d'une extrême gravité » *à Emmanuel Hamel, député UDF, qui oppose cela au fait que le budget d'investissement de la culture augmente, lui, de 80 %. C'est ce que nous rapporte un article du* Figaro *du jeudi 2 septembre sur les* « inquiétudes de l'opposition ».

Comparer les 6,9 milliards du budget de la culture aux 158,9 milliards du budget de l'armée, il fallait le faire.

Mais l'auteur de l'article ne s'arrête pas là, il conclut son article ainsi : « Certains députés de l'opposition se demandent avec stupeur si le pouvoir ne croit pas plus important d'endoctriner l'électorat que d'assurer l'armement de la nation ».

Mais que l'auteur de l'article, un certain Olivier Pognon, se rassure : c'est toujours du même côté que va le... pognon !

Chômeurs sous les drapeaux

Pour lutter contre le chômage, Pierre Mauroy a annoncé une mesure digne d'intérêt : l'abaissement de 19 à 18 ans de l'âge d'appel sous les drapeaux. Les jeunes seront donc soldats avant d'être chômeurs, au lieu d'être chômeurs avant d'être soldats.

Evidemment, ce qu'on voit moins bien, c'est ce que cela changera pour le nombre de chômeurs. Tout au plus, cela réduira un peu les statistiques l'année de sa mise en application... pour retrouver les mêmes jeunes sur le pavé un an après.

ESPAGNE :

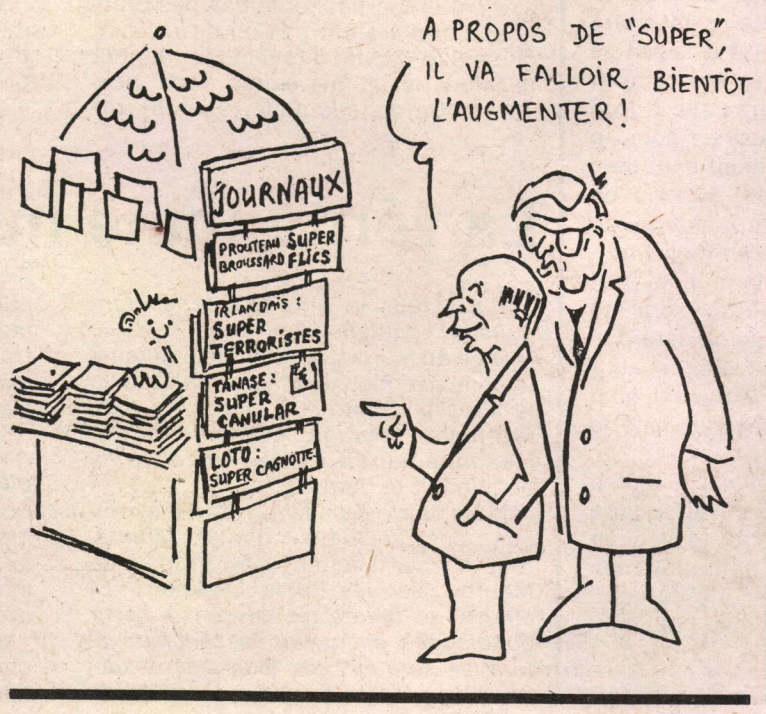
Grève de la faim dans les prisons

Depuis une semaine, environ 2 000 détenus font la grève de la faim dans sept prisons espagnoles. Le mouvement existe surtout au « Carcel Modelo » de Barcelone, où 1 800 des 2 100 personnes internées sont en grève. Elles revendiquent plus de libertés pour les détenus et la réforme du Code pénal et de la loi de justice criminelle. En particulier, les détenus protestent contre l'importance des emprisonnements en préventive, qui concernent 47 % du total des 23 000 personnes emprisonnées en Espagne. Ils veulent également dénoncer l'utilisation fréquente des cellules d'isolement pour briser les détenus.

Le directeur général des prisons, Enrique Galvis, a déclaré que *« la réforme pénitentiaire comme loi est splendide, mais très chère et va demander du temps et de l'argent ».* C'est ce qui s'appelle annoncer la couleur.

Les partis politiques espagnols ont en ce moment très peu envie de prendre des engagements sur la réforme pénitentiaire. En effet, avec la dissolution des Cortès, ils sont rentrés en campagne électorale et, là-bas comme ici, la réforme pénitentiaire n'est pas considérée comme un argument électoral payant.

Alors, une grève de la faim de 2 000 détenus ne sera peut-être pas de trop pour faire sortir des limbes ladite « réforme pénitentiaire » !



Comment Hernu a coulé l'Exocet

« Oui, je suis content de vendre des armes » : c'est sous ce titre que *Le Figaro-Magazine* rend compte d'un entretien avec Charles Hernu, ministre de la Défense.

Tout fier, alors que *« les gouvernements précédents les gardaient secrets »*, Hernu nous dévoile les chiffres des ventes d'armes pour l'année 1981 : 33,8 milliards de francs contre 37 milliards en 1980. Mais attention, l'année 1982 sera encore meilleure que l'année 1980 ; ce qui permet à la journaliste du *Figaro* de commenter : *« Depuis que les socialistes sont au pouvoir, la France n'a jamais vendu autant d'armes ! »*

Hernu, lui, est *« toujours surpris quand on parle de vente d'armes d'un ton réprobateur »* et il étale les chiffres des gens qui travaillent pour l'armement, pour justifier ces ventes. Ce qu'il oublie de dire, c'est combien de personnes ces armes ont déjà tuées et combien elles pourraient massacrer à l'avenir.

Et Hernu a bonne conscience : *« Quand je vends des armes à un pays, cela l'empêche d'acheter à un des deux grands »*, ce qui éviterait, dit-il, les surenchères et donc les risques de conflit. Rappelons-lui tout de même que, pour la guerre des Malouines, les armes de deux moins grands France et Angleterre, ont bien suffi.

Hernu affirme aussi au sujet de la construction du septième sous-marin nucléaire promis : *« La priorité à la dissuasion nucléaire sera respectée ».* Quant à la bombe à neutrons, la France poursuit bien les recherches pour sa mise au point, mais *« c'est une erreur de parler de bombe »*, il ne s'agit que d'une *« arme neutronique ».* Nuance ! Ceux qui la recevront apprécieront.

Une seule ombre au tableau publicitaire de notre ministre de l'industrie et du commerce des armes : il a avoué qu'en ce qui concerne les missiles Exocet, la France ne commercialiserait que les modèles subalternes, les M 38 et M 39, se gardant pour elle toute seule celui qui vaut vraiment le coup, le M 40. Avis aux clients éventuels : changez de fournisseur.

Les Hôpitaux au Gault et Millaut

Pour combler le déficit de la Sécurité sociale, il est question dans les hôpitaux de faire payer au malade un supplément de 30 à 40 F par jour d'hôpital, appelé pour les besoins de la cause « forfait hôtelier » (pour les repas et l'hébergement).

Si jamais on voulait y prendre pension, sans doute !

KRASUCKI AUX MILITANTS DE LA CGT :

Soyez coopérants et constructifs

C'est devant sans doute un peu plus de 5 000 militants de la CGT de l'Ile-de-France, réunis à la Porte de Pantin, que Krasucki a fait son discours de rentrée.

On pouvait se demander si la CGT allait répondre par des revendications précises à l'annonce faite par Mauroy que les négociations salariales pour la sortie du blocage se feraient sous le signe de la rigueur pour les travailleurs.

Certes, Krasucki a formulé des critiques, des réserves, à l'égard du gouvernement. Il s'est dit inquiet comme les travailleurs de la rigueur prônée par le gouvernement. Il s'est même, en paroles, prononcé contre le blocage des salaires et la perte de pouvoir d'achat. Et tant qu'on en restait à ces généralités, le ton était ferme et les applaudissements nourris. Et puis... rien.

Krasucki s'est contenté de quelques conseils psychologiques à l'intention du gouvernement. Il a demandé au gouvernement de ne pas *« se braquer sur les salaires »* et de prendre l'argent où il est, comme si le gouvernement ne « savait » pas où est l'argent ! En tout cas, il s'est bien gardé de formuler des revendications concrètes sur les augmentations qu'il allait falloir exiger, ne serait-ce que lors des prochaines négociations salariales. De la même façon, il s'est bien gardé d'appeler les travailleurs et les militants à exiger leur dû, à rattraper le manque à gagner et à imposer que les salaires suivent les prix. Krasucki n'a été un peu précis que sur les bas salaires, en fixant la revendication du SMIC à 3.600 F et en affirmant que le pouvoir d'achat des bas salaires doit être assuré et même augmenté.

En réalité, ce n'est pas seulement au gouvernement que Krasucki demandait de ne pas « se braquer » sur les salaires, mais aussi et d'abord aux travailleurs ! Et quand le gouvernement parle de rigueur pour les salaires, Krasucki invite les militants à se montrer rigoureux... sur le terrain des prix !

Quand le gouvernement s'attaque aux salaires, au lieu d'inciter ses militants à rassembler les forces des travailleurs, à faire front pour faire reculer le gouvernement, il les envoie s'éparpiller à la cueillette des étiquettes.

Car, pour Krasucki, *« il est réellement possible de faire reculer la hausse des prix »*... et c' *« est un nouveau domaine de l'action syndicale »* par lequel les travailleurs peuvent maintenir leur pouvoir d'achat. Exemples de relevés de prix par des employés de supermarchés, suggestions sur des contrôles possibles par le CE sur les achats des entreprises, les importations, le gâchis. Ce n'est pas que ce *« nouveau terrain de l'action syndicale »* soit plus efficace mais, a expliqué Krasucki, c'est *« un terrain où l'on peut aller avec le gouvernement »*. Et de préciser que, *« si le gouvernement va dans ce sens, il trouvera l'appui des travailleurs »*. Mais s'il se trouvait précisément qu'il allait dans le mauvais sens ? Krasucki n'envisage pas cette éventualité.

En avant toutes... aux côtés du gouvernement. Et Krasucki d'expliquer *« d'autres terrains nouveaux »*, où la CGT peut aller dans le même sens que le gouvernement. Et c'est tout naturellement que le principe de *« la reconquête du marché intérieur »* a été le troisième thème largement développé par Krasucki. Puisque, grâce au gouvernement de gauche, on peut mesurer comment la droite et le CNPF ont bradé notre économie, il faut réagir. Aux travailleurs d'aider le gouvernement à reconstruire notre industrie, etc.

Avec cet état d'esprit coopérateur, que compte faire la CGT de sa quinzaine *« d'information, de débat, de mobilisation et d'action »* ?

Pour Krasucki, il s'agit de donner aux travailleurs l'occasion de *« s'exprimer »*, de *« discuter »*, de *« débattre »*, de *« comprendre »* et d'envisager des actions locales. A quoi il a rajouté un appel à préparer les élections prud'homales.

On ne peut pas dire que Krasucki ait essayé de préparer là une rentrée qui fasse trembler le patronat ou reculer le gouvernement sur ses mesures anti-ouvrières.

Il a tracé là aux militants le chemin de la modération, de la critique « constructive » et « coopérante » vis-à-vis du gouvernement.

En somme, rien qui puisse faire que les travailleurs « se braquent », pour reprendre le mot de Krasucki.

Et c'est pourtant bien la seule chose dont le gouvernement aurait besoin, pour qu'il renonce à braquer sa politique de rigueur sur les seuls salaires !

Henriette MAUTHEY

OBJECTIF DU PCF :

Occuper ses militants sans faire de peine au gouvernement

Au lendemain même de la conférence de presse de Mauroy, dans laquelle le Premier ministre annonçait la « rigueur » pour encore au moins dix-huit mois et la fin de l'indexation des salaires sur les prix, *L'Humanité* titrait à la Une : « *Gagnons la bataille de la production et de l'emploi* ».

Du discours de Mauroy, tout le monde n'avait retenu que la politique salariale, le fait que le gouvernement osait casser l'indexation des salaires sur les prix, ce que Barre lui-même n'avait pas réussi. Le Bureau politique du PCF, lui, n'a rien entendu de tout cela. La politique salariale de Mauroy ? Il n'approuve pas, il ne désapprouve pas. Il n'en dit rien (et ne dit-on pas « Qui ne dit mot consent » ?). Par contre il se félicite de ce que « *le gouvernement vient de réaffirmer sa volonté de développer la production nationale et les emplois productifs* ». Et de réussir à trouver dans les discours de Mauroy « *un point d'appui pour l'intervention des travailleurs* ». Il fallait le faire !

Le Premier ministre s'en prend au pouvoir d'achat des travailleurs ; le PCF regarde ailleurs et invite les travailleurs à appuyer le gouvernement « *pour mener à bien la grande bataille nationale de la production et de l'emploi* ».

Bon. Admettons. Nous avons élu un gouvernement de gauche. Nous le voulions, nous l'avons. Il faut faire avec, dit le PCF. Il faut l'aider. L'aider à mener une bonne politique économique, l'aider à se dégager des pressions du capital, « *jusque dans le secteur public où il trouve encore des points d'appui* », comme le souligne le Bureau politique du PCF.

Et le PCF de dénoncer certaines importations, certains gâchis, des situations absurdes. Certes, le PCF n'a pas tort quand il souligne qu'il n'est pas logique, par exemple, que le bois représente un déficit commercial pour la France, premier pays forestier d'Europe. Ou qu'on importe des champignons, alors que les conserveries de champignons doivent fermer. Il y aurait même plus à dénoncer. Et de façon plus judicieuse que le fait de « *ne pas produire français* ». Non, la production nationale n'est pas planifiée en fonction des besoins de la population. Bien des importations (à commencer par les importations de luxe) sont inutiles, et bien des productions et des services indispensables pas véritablement assurés ou mal assurés. « *Lutter contre le gâchis* », comme dit le PCF, « *tous les détournements* », « *pour une bonne utilisation des fonds publics et bancaires* », certes ce serait indispensable.

Oui, un gouvernement favorable aux travailleurs pourrait contraindre les capitalistes à produire pour les besoins de la population, pourrait instaurer le contrôle du commerce extérieur (ce que le PCF n'évoque même pas), bloquer les importations inutiles, coûteuses ou même « *abusives* », pour reprendre l'expression du PCF. Il pourrait même économiser des capitaux aujourd'hui généreusement distribués par l'Etat en pure perte, à commencer par ceux qui sont gaspillés dans l'armement.

Pour que le gouvernement socialiste fasse tout cela, certes, il faudrait une « *intervention nécessaire des travailleurs* », comme le dit le Bureau politique du PCF.

Mais comment le PCF voit-il cette intervention ? « *Avec tous les intéressés, dans les entreprises, établissons le bilan de ce qu'on produit, de ce que l'on importe, de ce que l'on pourrait produire...* ». Mais l'intervention « *nécessaire* » des travailleurs doit-elle consister à « informer » le gouvernement ?

Ce gouvernement, qui dispose de tous les moyens de l'Etat, a-t-il besoin que les travailleurs se transforment en reporters locaux, chacun allant guetter sous sa machine le gâchis capitaliste ?

S'il y a un bilan à exiger, une politique à définir, c'est auprès du gouvernement.

Ce ne sont pas les « idées » économiques qui manquent au gouvernement ; celui-ci ne gouverne pas avec des idées. Comme dit le PCF, le capital multiplie ses « pressions ». Et le PCF sait, même s'il se garde bien de le dire franchement, que le gouvernement socialiste s'empresse d'y céder et d'y obéir, en un mot, qu'il mène la politique du capital.

Si les capitalistes font pression sur le gouvernement, pourquoi le PCF, lui, le parti ouvrier le plus influent du pays, n'appelle-t-il pas les travailleurs à faire pression sur le gouvernement ? Seulement, on ne fait jamais pression sur quiconque en acceptant par avance sa politique. Pour parvenir à ses fins, la bourgeoisie, elle, ne se gêne pas pour critiquer, attaquer le gouvernement, le menacer, et même pour rassembler dans la rue tous les mécontents qu'elle trouve.

Et ça marche. Le gouvernement s'incline. Il prend même les devants.

Alors, pour inciter les travailleurs à montrer eux aussi leur force, à se faire respecter, le PCF devrait commencer par dénoncer la politique du gouvernement, la critiquer, clairement, à la face de tous les travailleurs.

Mais comme il se veut solidaire de ce gouvernement qui est au service des exploiteurs, il n'a rien de sérieux à proposer aux travailleurs.

Alors, faute de mieux, le PCF dupe ses militants avec son projet de contrôle et de bataille pour la production, en attendant, peut-être, de demander aux travailleurs, s'il y arrive, de retrousser leurs manches pour être plus compétitifs et à la pointe du combat pour la production capitaliste.

Patricia MULLAN

« Produire français » : une rubrique quasiment quotidienne du journal *L'Humanité*.

Les salaires dans la fonction publique :

Top secret au sommet

Le gouvernement aurait, paraît-il, l'intention de réduire quelque peu l'échelle hiérarchique des rémunérations dans la Fonction publique : cette échelle est en réalité bien plus complexe que la simple lecture d'une grille indiciaire le laisserait supposer, et surtout bien plus étalée, à cause des diverses primes et indemnités qui viennent compléter ces salaires. Ces rémunérations annexes ne sont pas si négligeables que ça puisque, selon *Le Monde* du 7 septembre, elles auraient représenté une somme totale de 11,2 milliards de francs en 1981 pour une masse salariale totale de 105,9 milliards, soit environ 10 % du total des rémunérations. Mais elles sont évidemment très inégalement réparties, leur importance progressant rapidement au fur et à mesure que l'on monte dans la hiérarchie, si bien que l'échelle réelle des rémunérations ne varierait pas, du salaire le plus bas au plus élevé, dans un rapport de 1 à 7, mais de 1 à 23 !

C'est donc pour tenter de mettre un peu d'ordre dans cette échelle des revenus que le ministre de la Fonction publique, Anicet Le Pors, a lancé en novembre 1981, en collaboration avec le ministère des Finances, une enquête... qui n'est pas encore terminée.

Car il n'est, semble-t-il, pas si facile que cela à l'Etat de savoir exactement ce qu'il paye à ses fonctionnaires. Oh ! ce n'est pas tellement la paye d'un préposé des PTT, d'un instituteur ou d'une infirmière, bref ce que gagne la grande masse des fonctionnaires, qui pose problème : toutes primes incluses, ça ne va jamais chercher bien loin. Ce que les ministères semblent avoir le plus de peine à savoir c'est ce que touchent les hauts cadres de l'Etat, les directeurs de ministères par exemple.

C'est pourtant là, évidemment, que les primes commencent à arrondir sérieusement un salaire déjà confortable. Ainsi dans une même administration, aux PTT par exemple, un préposé touchait pour l'année 1980 un salaire mensuel moyen de 3 208,83 F dans lequel les primes diverses versées en cours d'année comptaient pour une moyenne mensuelle de 464,53 F. Un directeur général au ministère des PTT touchait lui une rémunération mensuelle moyenne de 26 006,91 F dont 17 563,41 F de salaire arrondis par 8 443,50 F de prime. Autre exemple, donné également par *Le Monde* du 7 septembre, au ministère de l'Agriculture *« un agent de service (catégorie C) touchait en 1981 pour l'ensemble de l'année 4 071 F de primes de rendement et d'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires, tandis qu'un administrateur hors classe (catégorie A) recevait, au même titre, 44.967 F ».*

Et puis il y a des ministères mieux servis que d'autres : au niveau du gros du personnel, il y a bien sûr l'armée et la police où les primes sont plus élevées qu'ailleurs. Au niveau des cadres, c'est le ministère des Finances qui remporte la palme : on n'est jamais mieux servis que par soi-même. Ainsi les comptables publics touchent par exemple une commission sur le montant des impôts qu'ils collectent. *« Une survivance de l'ancien système d'affermage des impôts »* commentait à ce sujet la commission des lois de l'Assemblée Nationale en 1975. Si bien qu'aux finances les rémunérations complémentaires comptent pour 34 % de la masse salariale contre 5,8 % pour le ministère le moins bien loti, l'Education Nationale. Viennent ensuite les ministères touchant de près à l'industrie et au commerce (Industrie, Agriculture, Urbanisme et Logement) ou gros commanditaires de matériel et de travaux (PTT, Défense).

Nommé responsable de la fonction publique, un ministre communiste se devait d'apparaître, à l'image des ministres communistes de 1947, comme l'initiateur d'une nouvelle réforme. A défaut de mener une autre politique et n'en ayant pas réellement le pouvoir, il doit se contenter de prétendre moraliser la fonction publique, à en assainir les mœurs, qui dans les hauts sommets de l'Etat sont à l'image de celles qui règnent dans les milieux des affaires auxquels les hauts fonctionnaires sont souvent étroitement liés. A la seule différence, qu'en général, les directeurs des grandes sociétés ont les coudées beaucoup plus franches que les huiles des ministères.

Mais même dans ce domaine Anicet Le Pors écrit lui-même dans *Le Monde* du 3 septembre que rien que *« la publication des traitements les plus élevés (...) jusque-là tenus secrets, une meilleure information sur les primes et indemnités tendant à une transparence complète »* semble rencontrer *« de fortes résistances ».*

Alors, quelles conclusions seront finalement tirées de l'enquête ? Rigueur budgétaire aidant, on simplifiera peut-être un peu, vers le bas, quelques disparités de primes pour le gros des fonctionnaires, c'est-à-dire là où il y en a le moins. Quant aux rémunérations des hauts cadres de l'Etat, c'est évidemment une autre paire de manches : ne sont-ils pas justement placés là où ça se décide ?

Et si Anicet Le Pors parvient à faire suffisamment de publicité à son opération, il parviendra tout au plus à susciter une certaine animosité contre les « fonctionnaires » que le petit bourgeois verra sous les traits de l'employé des postes, de l'employé du Gaz de France ou de l'enseignant à trois mois de vacances, bien plus que sous les traits du haut fonctionnaire.

O.B.

Impôt sur le revenu 1983 :

les riches n'y perdent rien

Témoignage de la volonté du gouvernement de « *faire payer les riches* » ou tout au moins de faire semblant, il sera créé cette année une super-tranche d'imposition sur le revenu de 65 %, qui imposera donc à ce taux (au lieu du taux de 60 %) la partie du revenu annuel supérieure à 270 000 F pour un célibataire, 541 000 F pour un couple, etc. !

Mais ceux qui ont un revenu dépassant les 22 600 F par mois et par personne — 271 200 F par an — font aussi partie des riches supportant la majoration exceptionnelle dite « *impôt de solidarité* », qui est maintenue cette année. Or cet impôt par contre, lui, va diminuer : le gouvernement a décidé qu'il ne concernera que les contribuables dont l'impôt est supérieur à 28 000 F au lieu de 25 000 l'an dernier (en quelque sorte pour suivre l'inflation) et qu'il s'appliquera à la partie des revenus supérieure à 28 000 F (au lieu de 15 000 précédemment). Et comme cette majoration d'impôt sera de 7 % au lieu de 10 % l'an dernier, cette imposition supplémentaire se voit grandement diminuée. Une diminution qui réduira les rentrées de l'Etat de 1 750 millions de francs.

Ajoutons à cela que la modification de l'imposition des plus-values sur les terrains et immeubles ira aussi dans le sens de la baisse, le gouvernement ayant décidé entre autres de tenir compte de l'érosion monétaire dans l'évaluation de la plus-value, y compris celle dite « *spéculative* ». Même aménagement en baisse sur l'imposition des plus-values boursières, mesure à laquelle « *la Bourse a déjà donné son coup de chapeau* », écrit *Le Monde* du 3 septembre. Ces deux réductions diminueront les rentrées de l'Etat d'environ 600 millions de francs.

Ce sont donc ainsi près de 2,4 milliards de francs en moins que payeront, par le biais de ces deux dernières réformes, les contribuables les plus aisés, alors que la super-tranche de 65 % ne leur fera verser en tout que 2 milliards de plus. Bref : ils y gagnent encore !

Sophie GARGAN

De l'avoir fiscal... au crédit d'impôt

L'avoir fiscal, cette manière légale qu'avaient les possesseurs d'actions de récupérer une partie de leurs impôts sur le revenu, était, du temps de la droite au pouvoir, dénoncé à juste raison par les partis de gauche. Le gouvernement Mauroy a donc tenu les promesses de la gauche... en rayant l'avoir fiscal du vocabulaire. Il s'appelle désormais « crédit d'impôt ». Ça change tout !

Lors de l'annonce de cette mutation, Delors avait précisé que la nouvelle déduction d'impôt qui remplaçait l'avoir fiscal serait sensiblement équivalente. Qu'en est-il précisément ?

Pour en savoir plus il suffit de se reporter à ce qu'en dit *Le Figaro*, journal que l'on ne peut soupçonner de faire de la publicité au gouvernement, mais qui se doit évidemment de renseigner les actionnaires concernés qui se trouvent parmi ses lecteurs. Les calculs faits dans le numéro du 7 septembre de ce journal sont édifiants, et se résument dans le titre de l'article : « *les avantages de la suppression de l'avoir fiscal* ».

Cette nouvelle création de la loi de finance 1983, nous explique *Le Figaro*, n'empêchera pas les actionnaires de continuer à bénéficier de ces généreux avantages fiscaux : « *Les exemples concrets montrent que les résultats sont à peu près identiques* », entre le calcul de l'avoir fiscal et celui du crédit d'impôt ; en aucun cas le nouveau calcul ne peut être moins avantageux. Par contre, exemple à l'appui, *Le Figaro* montre que lorsque le mode de déclaration des revenus correspondant au système de l'avoir fiscal faisait grimper d'une tranche fiscale le possesseur de titre par rapport au nouveau mode de déclaration, le système du crédit d'impôt donne une déduction fiscale un peu plus importante. Qui dit mieux ?

R.P.

Rentrée scolaire

Ayez des idées, mais ne nous demandez pas d'argent !

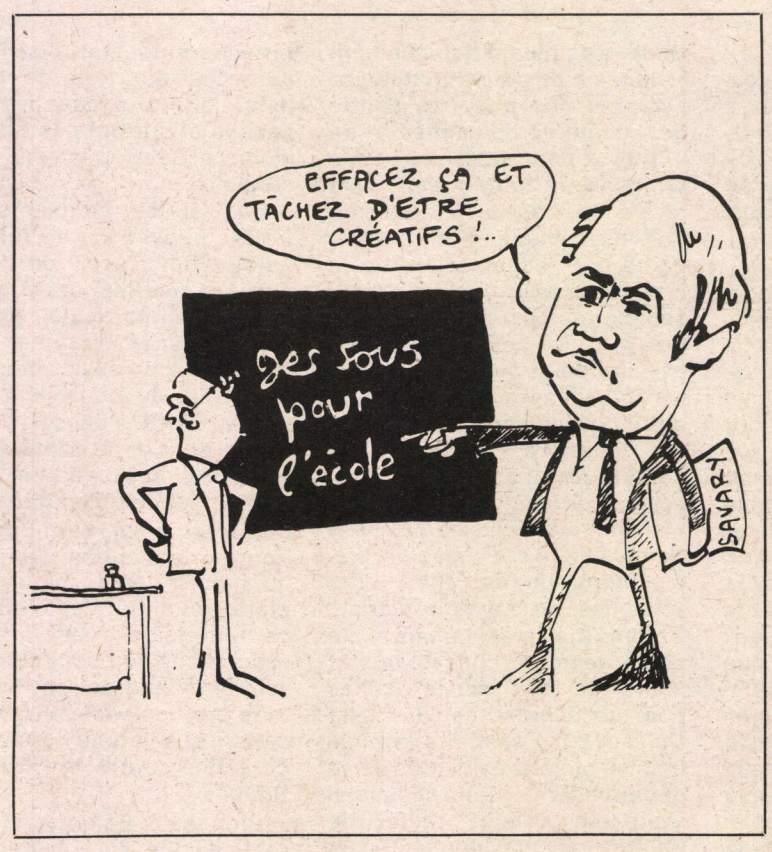
Chaque année, à la rentrée scolaire, on avait droit de la part du ministre en place à une petite innovation : qui un changement de programmes, qui un changement d'horaires... Ce qui avait tout au plus l'avantage d'accroître un peu la pagaille de la rentrée sans changer grand-chose sur le fond. Cette année au moins on a la chance de la franchise : **« L'Etat ne peut rien à lui tout seul »** a écrit Savary, le ministre de l'Education nationale, dans sa lettre aux enseignants.

Et il renvoie la balle aux enseignants : **« il m'a semblé essentiel, plutôt que d'envisager une nouvelle réforme élaborée comme par le passé, de favoriser les projets éducatifs que les enseignants eux-mêmes élaborent et mettent en œuvre au sein de leur établissement ».** Après tout ce ne serait pas plus mal (à condition qu'on donne aux enseignants les moyens matériels nécessaires à ces innovations évidemment).

C'est sans doute pour rendre plus explicite la pensée du ministre que le journal télévisé du lundi 6 septembre au soir, en même temps qu'il rapportait ces propos, a montré un court reportage sur un lycée expérimental de Marly. Là, plus de différence entre enseignants et enseignés. Les élèves eux-mêmes assurent certaines tâches administratives, s'occupent de leur repas, nettoient et entretiennent les locaux, tâches auxquelles participent les enseignants. Une éducation socialiste enfin, où il n'y plus de différence entre personnel enseignant, personnel de service, et où les consommateurs mettent la main à la pâte. A la bonne heure !

Mais c'est tout de même curieux de voir comment le nouveau gouvernement découvre les vertus du socialisme intégral quand cela ne lui coûte rien et même lorsque cela pourrait, par exemple, permettre des économies de personnel de service.

Patricia MULLAN



13 % de hausse sur les fournitures

Pour la rentrée scolaire, comme chaque année, les grandes étiquettes ont surgi dans les magasins, du BHV à Prisunic en passant par Euromarché ou Radar : « rentrée : prix choc », « prix coûtant », « promotion ». Et radio et télé le répètent, les articles de papeterie coûteront 2 à 3 % de moins que la hausse initialement prévue, c'est-à-dire qu'il s'agit là d'une baisse pour éviter une trop forte hausse : c'était 15 % en moyenne qui était prévu. Alors effectivement, tel cahier de 100 pages qui sans cette mini-baisse devait coûter 3,45 F redescend à 3,35 F.

Mais là où on se rend compte de l'ampleur des hausses c'est dans le domaine des livres (+ 18 % en moyenne) ; le « Lagarde et Michard » — XIXème siècle (livre de français de 1ere) augmente même de 24 % en un an puisqu'il passe de 52 F à 65 F.

Le bilan global est tiré par la Confédération Syndicale des Familles (CSF) : 13 % de hausse en moyenne pour cette rentrée scolaire, un taux de hausse supérieur à l'indice officiel de la hausse des prix qui est pour un an (juillet 81 à juillet 82) de 11,9 %. Et la confédération estime le coût de la rentrée à 200 F environ pour un enfant s'il est dans le primaire, 1000 F pour la sixième, 1500 F pour la seconde (dont 600 F de livres), et peut monter à 2700 F si l'enfant est dans le technique.

Une seule chose n'a pas augmenté dans les mêmes proportions : l'allocation de rentrée versée aux familles les plus défavorisées. Elle n'a augmenté cette année que de 6 % ! C'est qu'il faut bien lutter contre linflation, n'est-ce pas ?

Dans les Vosges :

Quand l'eau « potable » empoisonne la population

La presse et la radio ont révélé la semaine passée que plus de 400 personnes ont été intoxiquées par le plomb en un an dans les Vosges. Il s'agit de saturnisme hydrique, dû à la présence trop élevée de plomb dans l'eau potable, causée par la corrosion des canalisations en plomb. Les manifestations de cette maladie sont multiples et parfois peu connues. Elles peuvent aller de malaises divers — troubles digestifs, rénaux, maux de tête — jusqu'à des manifestations plus graves, — rhumatismes douloureux, gastrites, ulcères, troubles cardiaques, lésions osseuses et enfin l'atteinte du système nerveux, particulièrement chez les enfants. On assiste alors à des troubles de la mémoire et du comportement, un déficit des capacités de coordination visuelle et motrice, un retard mental, enfin des méningites, certaines formes de paralysie et la mort peuvent en être les conséquences ultimes. La femme enceinte en subit aussi les conséquences et stérilité et avortement peuvent être causés par cette intoxication.

On le voit, cette maladie est particulièrement grave. En fait on connaît le saturnisme hydrique dans les Vosges au moins depuis 1941, date où une étude a été faite à ce sujet à la faculté de médecine de Nancy. Mais depuis, les autorités ont été passives ou ont même contribué à dissimuler le danger comme ce responsable de la DDASS (Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale) qui disait en 1979 à une équipe d'enquêteurs : **« N'allez pas soulever le problème de l'eau là-bas, vous allez mettre la région à feu et à sang ».** Seules quelques municipalités ont modifié leur réseau de canalisations d'eau, l'Etat et les autorités départementales refusant de prendre à leur charge les frais de tels travaux. Et bien sûr cela dépasse parfois largement les possibilités financières de petites communes.

Et il n'est pas sûr que les accidents de cette année modifient la politique de l'administration. Déjà à propos d'une assez grave pollution au fluor de l'eau en Lorraine, en 1975, la Faculté de Médecine constatait qu'on n'avait pas pu arrêter la distribution de cette eau à cause **« du coût trop élevé des solutions de rechange par rapport aux répercussions de cette intoxication sur la santé de la population ».**

Qu'est-ce que cela veut dire, sinon : plutôt laisser « crever » les gens que de sortir les sous des caisses ?

Correspondant L.O. Mulhouse

Décès par anesthésie — ou par manque de personnel ?

L'INSERM (Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale) vient de rendre publique une enquête sur les accidents médicaux dus à des anesthésies.

Sur 3,5 millions de patients anesthésiés, on comptait plus de 1250 décès et 5 000 accidents graves.

Bien sûr la fréquence de tels accidents est liée à l'état de santé du malade, à son âge ou au degré d'urgence.

Cela dit l'enquête constate tout de même que sur 66 décès survenus, 41 se sont produits en période post-opératoire immédiate, c'est-à-dire au réveil qui est considéré comme la **« période particulièrement dangereuse ».**

Or si 70 % des établissements possèdent effectivement une salle de réveil, seul un opéré sur trois y transite. Tout simplement parce que c'est le personnel qui devrait surveiller ce réveil qui est insuffisant.

Ainsi dans les hôpitaux publics, de nombreuses salles de réveil ne fonctionnent pas faute de personnel, et dans certains hôpitaux généraux elles sont purement et simplement transformées en... débarras.

Quant aux cliniques privées, bon nombre d'entre elles — 40 % à Paris — ont refusé de participer à l'enquête. On aimerait savoir lesquelles... surtout si on doit subir une anesthésie.

S.H.

Comment combiner le prix de la santé... avec la santé des prix

Jack Ralite, le ministre de la Santé, vient de donner sa « conférence de presse de rentrée ». Il y a plus été question de **« reconquête du marché intérieur »** que de la santé de la population ou de la qualité des soins qu'on reçoit dans les hôpitaux.

En effet, les dépenses de santé représentent une énorme masse d'argent. Et Ralite veut que cet argent serve à acheter des produits français : depuis les petits pois servis dans les hôpitaux, jusqu'au matériel le plus sophistiqué (scanner, laser, etc), en passant par le coton hydrophile, tout doit être acheté à des industriels français. Et cela même si c'est plus cher ou de moins bonne qualité.

Ce langage plaira sans doute aux industriels. Quant à ceux qui, malades ou travailleurs des hôpitaux, souffrent du manque de personnel, de la vétusté de certains locaux, bref de la difficulté qu'il y a à être soigné vite et correctement dans ce pays, ils restent sur leur faim. Le ministère de la Santé semble dépendre maintenant du ministère des Finances, il fournit des marchés aux industriels et demande à la population de se serrer le garrot.

ITALIE

L'assassinat de Dalla Chiesa et la guerre des « Mafias »

L'assassinat du général Dalla Chiesa, le 3 septembre à Palerme, a d'abord été revendiqué, au téléphone, par un « Parti de la guérilla » qui serait proche des Brigades Rouges. Et la personnalité du général, qui s'est taillé en Italie la réputation de vainqueur des Brigades Rouges et des autres organisations terroristes se réclamant de l'extrême-gauche, peut en effet faire penser à un attentat de cette organisation.

Cependant, la police et les milieux dirigeants italiens, comme semble-t-il l'ensemble de la presse, semblent retenir unanimement l'hypothèse d'un acte de la Mafia sicilienne. Et même si le gouvernement et la police italienne n'auraient aucun intérêt à reconnaître que les Brigades Rouges, en principe démantelées, soient capables d'un tel coup de maître, la responsabilité de Mafia dans la liquidation de Dalla Chiesa semble assez vraisemblable. D'abord parce que les Brigade Rouges semblent actuellement réduites à de petits groupes se livrant à des attaques contre des membres de l'armée et de la police pour se procurer des armes avant tout, comme cela a été le cas le 26 août à Salerne. Ensuite et surtout parce que la puissance de la Mafia est telle en Sicile qu'il semble qu'aucun attentat ne puisse s'y commettre sans son aval, au point qu'en tout cas ni les Brigades Rouges ni aucune autre organisation terroriste n'a réussi à y mener des actions jusqu'à présent. Dans ces conditions, il semble peu vraisemblable que les Brigades Rouges aient été capables, précisément quand elles sont affaiblies, de braver la Mafia... à moins (rien n'est jamais exclu en ce genre de choses) que la Mafia se soit servie d'elles pour se débarrasser de Dalla Chiesa. Enfin, la Mafia avait de bonnes raisons évidentes de se débarrasser de Dalla Chiesa. Il avait été nommé préfet de Palerme en mai dernier justement pour combattre la Mafia, dont les activités de banditisme ont pris ces dernières années et surtout ces derniers mois un développement spectaculaire.

Car, si les dirigeants italiens peuvent se féliciter aujourd'hui d'avoir en grande partie démantelé les Brigades Rouges, en particulier grâce à des hommes comme Dalla Chiesa, qui avait bénéficié pour cela de pouvoirs discrétionnaires, il n'en est pas de même pour cette forme de terrorisme plus ancien, plus répandu et combien plus meurtrier que celui des Brigades Rouges ou d'autres formations du même genre : celui de la Mafia, ou plutôt des Mafias. Et ce terrorisme-là est en plein essor, sans qué pour autant on voie le monde politique italien faire preuve de la même mobilisation que lorsqu'il s'agissait de lutter contre les Brigades Rouges.

Rien qu'à Palerme et dans ses environs, il y a eu depuis le début de 1982 plus de cent morts sous les balles de la Mafia. Mais Palerme n'est pas le seul « point chaud », ni même le pire. A Naples, où sévit une autre « Mafia », la Camorra, il y a eu 194 morts dans la même période, et environ 260 si l'on prend en compte toute la région de Naples, la Campanie. En fait, tout le sud de l'Italie est livré à une incroyable guerre de gangs. Et l'assassinat du général Dalla Chiesa, nommé à ce poste de préfet il y a à peine quatre mois, prouve surtout l'impuissance de l'Etat à combattre les mafiosi.

La plupart de ces morts sont soit des truands victimes des affrontements entre « familles » ou clans rivaux, soit des commerçants ou entrepreneurs refusant de se soumettre au racket, soit aussi parfois des syndicalistes ou militants de gauche cherchant à la combattre. Mais la Mafia frappe aussi plus haut : le général Dalla Chiesa n'est pas la première personnalité assassinée à Palerme. Depuis 1979 notamment, la Mafia y a assassiné un président de la région de Sicile, un magistrat, un procureur de la république, un chef de la police et un capitaine de carabiniers. Le 30 avril dernier, elle a assassiné Pio La Torre, sénateur et secrétaire régional de Sicile du PCI. Autant de meurtres destinés à faire entendre raison à ceux qui, au sein de l'appareil d'Etat ou dans les partis politiques, prétendraient s'en prendre un tant soit peu à « l'Honorable Société ».

L'assassinat de Dalla Chiesa, véritable défi de la Mafia au gouvernement lui-même, montre que les mafiosi siciliens se sentent sûrs d'eux. Et il y a de quoi. La Mafia sicilienne a une longue histoire. Elle a eu de tous temps d'importantes protections en haut lieu, au point de paraître intouchable. Et l'assassinat de Dalla Chiesa servira sans doute cette réputation...

Un personnage créé par la lutte anti-terroriste... et tombé dans la lutte anti-mafia.

Avec le général Dalla Chiesa, la bourgeoisie italienne aura perdu un des rares « hommes forts » que son appareil d'Etat et sa classe politique avaient été capables de secréter ces dernières années. Alors que l'appareil d'Etat et la classe dirigeante, éclaboussés de scandales incessants, donnaient le spectacle de la corruption et l'incapacité, un homme comme Dalla Chiesa pouvait incarner, aux yeux d'une partie de la population, l'ordre, l'efficacité, le dévouement au « bien public » — c'est-à-dire à un Etat capable de défendre les intérêts de la bourgeoisie dans son ensemble, plutôt que les désirs d'enrichissement individuels de ses membres.

Ce personnage, Dalla Chiesa avait pu le créer surtout dans la lutte contre les Brigades Rouges. Il avait été muni, pour mener cette lutte, de pouvoirs exceptionnels et discrétionnaires. Les carabiniers sous ses ordres pouvaient agir pratiquement sans contrôle de l'appareil judiciaire. Ils on largement utilisé l'infiltration policière, mais aussi la torture ou les exécutions sommaires de brigatistes pour démanteler l'organisation terroriste. Dalla Chiesa sut également et surtout, grâce à la loi sur les « repentis », provoquer des confessions en masse parmi les brigatistes arrêtés. La loi sur les repentis permet en effet au brigatiste qui dit ce qu'il sait de bénéficier d'une importante réduction de peine.

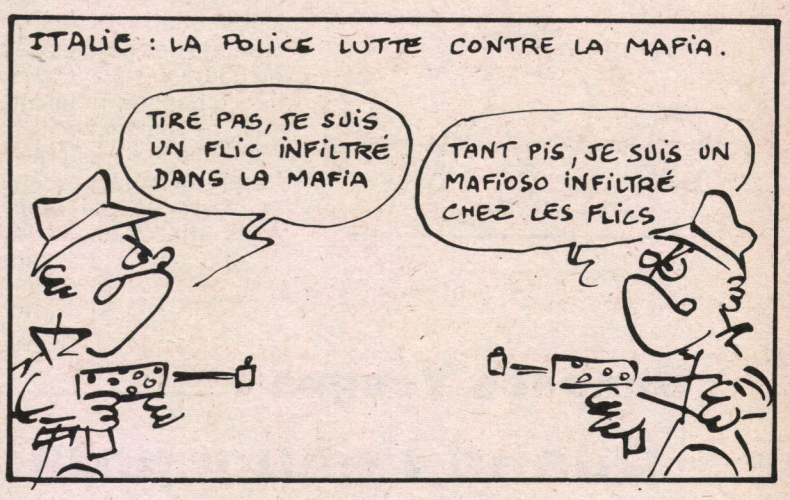
A ces procédés peu avouables, Dalla Chiesa ajouta, selon certains, d'autres procédés qui ne l'étaient pas du tout, négociant paraît-il avec la Mafia pour que celle-ci accepte de collaborer avec la police dans la chasse aux brigatistes et l'infiltration des groupes terroristes. Et il faut bien dire qu'en Italie comme ailleurs la limite n'est pas toujours nette entre l'indicateur infiltré dans la Mafia, le policier infiltré dans un groupe terroriste, ou le mafioso infiltré dans le groupe terroriste à la demande de la police : à un certain point, les méthodes de la police et celles des truands ne se distinguent guère.

En tout cas, c'est grâce aux résultats obtenus que Dalla Chiesa pouvait faire figure d'« homme fort», d'homme efficace et intègre (!), d'éventuel recours pour l'Etat italien. C'est grâce à cela aussi que le prestige du corps des carabiniers et des forces de l'ordre, plutôt bas en Italie, avait réussi à remonter quelque peu. Le soutien unanime des partis politiques et notamment du PC à la lutte anti-terroriste par tous les moyens a d'ailleurs contribué à cette remontée du prestige des forces de l'ordre... dont celles-ci se serviront peut-être un jour contre les travailleurs.

Mais Dalla Chiesa n'avait sans doute pas que des amis dans le personnel politique et au gouvernement. Il avait fait l'objet de critiques pour ses méthodes à la limite de la légalité, et pour cause. Mais il y avait sans doute et surtout, dans la classe politique, des hommes pour voir en lui un rival dangereux. Car on ne peut pas dire que, en le nommant préfet de Palerme, le gouvernement italien ait fait à cet « homme fort » un grand cadeau.

En le nommant à ce poste en mai 1982, le gouvernement italien voulait faire un geste montrant sa volonté d'enrayer le développement foudroyant de la criminalité en Sicile et dans le sud. Mais lorsque Dalla Chiesa réclama des pouvoirs étendus — comme ceux dont il avait disposé dans la lutte contre le terrorisme —, le gouvernement répondit sèchement que **« les pouvoirs du préfet de Palerme sont ceux qui lui confère la loi ».** Et il semble qu'au sein du gouvernement les plus opposés à donner de tels pouvoirs à Dalla Chiesa aient été les démocrates-chrétiens. Il faut dire que la Mafia et son correspondant à Naples, la Camorra, fournissent la base d'une grande partie du pouvoir démocrate-chrétien en Sicile et dans le sud, où nombre de notables démocrates-chrétiens ont partie liée avec la Mafia, sont élus grâce à sa protection, quand ils n'en sont pas tout simplement membres.

Quant à Dalla Chiesa, s'il voulait défendre son propre personnage, il était contraint de faire preuve, dans la lutte contre la Mafia, d'une efficacité au moins comparable à celle dont il avait fait preuve contre les Brigades Rouges. Cela était difficile. Car les mêmes forces de la bourgeoisie italienne qui étaient en faveur de l'emploi de tous les moyens contre les brigatistes ne montraient pas le même empressement contre les mafiosi ou autres camorristes disposant de complicités, de relations et d'argent.



Face à la Mafia, Dalla Chiesa faisait ainsi figure d'homme seul, à l'égal de ces policiers, juges ou journalistes « honnêtes » qui périodiquement tentent de s'en prendre sérieusement à la Mafia, et que celle-ci assassine afin de rappeler à tous les autres que le partage des pouvoirs entre la Mafia et l'Etat doit être basé sur la collaboration et les services réciproques, et non sur la lutte et l'anéantissement de l'une par l'autre. Rappels périodiques qui, dans le passé, se sont révélés efficaces.

La mort de Dalla Chiesa sonne comme un défi au gouvernement italien. Celui-ci a donc dû faire un geste, en nommant à sa place le chef des services secrets, Emanuele de Francesco, avec le titre de « haut commissaire » anti-mafia, qui devrait être doté de pouvoirs étendus, et en faisant voter, mardi 7 septembre, une « loi anti-mafia » instituant le délit d' « association mafieuse ». Mais il serait étonnant que l'Etat italien, profondément corrompu et pénétré par le phénomène mafieux, trouve maintenant la volonté politique de s'y attaquer. Il est infiniment plus probable, si l'on regarde le passé, que l'avertissement que vient de donner la Mafia soit entendu et compris en haut lieu.

La Mafia organisation occulte d'une fraction des possédants

La Mafia est restée longtemps une sorte de société secrète bien à l'image de la Sicile, de cette île sous-développée où de grands latifondiaires ou leurs régisseurs avaient besoin de tenir en respect des paysans miséreux. La Mafia de la fin du 19e siècle et du début du 20e siècle était essentiellement cela : une société secrète faite de bandits recrutés par les régisseurs des grands domaines — les « gabellotti » — dans le but d'intimider, par la violence ou l'assassinat, les paysans récalcitrants. Car toute la fin du 19e siècle a été jalonnée, en Sicile, de révoltes paysannes.

Mais l'organisation mafieuse ne s'est pas limitée à cela. Elle est devenue une véritable organisation de la classe dirigeante sicilienne. Elle a servi à régler les conflits entre possédants, à contrôler le pouvoir politique. La Mafia a fait élire ses députés, a tissé des relations de complicité — ou au moins de non-agression — avec la magistrature ou la police, ces représentants de l'Etat central italien envers lequel la bourgeoisie sicilienne éprouvait une certaine défiance et se trouvait dans une situation de bourgeoisie colonisée.

L'organisation mafieuse, cette organisation de bandits sortie tout droit de l'âge féodal que connaissait encore tout récemment la Sicile, s'est ensuite fort bien adaptée au 20e siècle. La période du fascisme italien a pourtant été dure : Mussolini s'employa à briser la Mafia. Non pas bien sûr pour des raisons morales : les méthodes utilisées par le fascisme n'étaient rien d'autre, à l'échelle de l'Italie, que les méthodes utilisées par la Mafia en Sicile. Mais il se trouva simplement que cette grande « Mafia » dont Mussolini était le chef ne tolérait pas les concurrents et que, à la différence des gouvernements précédents, Mussolini pouvait utiliser tous les moyens légaux et extra-légaux contre la Mafia sicilienne. Il dut pourtant aussi composer avec la Mafia. Et surtout celle-ci se tira alors d'affaire en s'internationalisant. L'importante émigration sicilienne aux Etats-Unis fournit la base d'une reconversion de l'organisation sur le territoire américain, où elle devint purement et simplement une organisation de racket et de grand banditisme.

En Sicile même, la période difficile se termina avec le débarquement américain dans l'île, en juillet 1943 ; facilité par le Mafia, qui retrouva alors tout son pouvoir. Un moment tentée par le séparatisme, elle rétablit ensuite de bonnes relations avec l'Etat et le personnel politique italiens, en particulier démocrate-chrétien. Puis la Mafia se mit à l'heure du capitalisme moderne. Les méthodes du banditisme ne prévalurent plus seulement dans le monde agraire.

Elles prévalurent dans la construction et la spéculation immobilières, dans le contrôle des marchés, dans la collecte des impôts et des fonds publics même. Aujourd'hui c'est la Mafia qui, par les moyens du racket et de l'intimidation décide quelle entreprise va bénéficier d'un marché public, impose à un commerçant qu'il paye sa dîme, fait disparaître un syndicaliste gênant.

Enfin la Mafia, et avec elle une fraction de la bourgeoisie sicilienne, s'est mise aussi à l'heure des multinationales, dans un créneau bien particulier : celui du trafic mondial de drogue. Depuis le démantèlement de la « filière française » dont Marseille était la plaque tournante, Palerme est devenue dans ce domaine une place incontestée, où se raffinerait le tiers de la consommation mondial.

La drogue a été la source d'un enrichissement considérable. La Sicile, région où le revenu par tête est un des plus faibles d'Italie, est pourtant une de celles ou la consommation est la plus importante. Les dépôts bancaires ont atteint des dimensions colossales, plaçant Palerme juste derrière Milan pour le montant des dépôts et au premier rang du pays pour le nombre de guichets de banque ouverts, rapporté à la population ! Le commerce de joaillerie, de fourrures de prix, y est florissant et nombreuses sont les voitures de luxe ou les villas somptueuses appartenant à des personnes qui, pourtant, ne déclarent qu'un revenu dérisoire.

Le general Dalla Chiesa

Un magistrat, assassiné dans sa voiture à Naples.

C'est d'ailleurs sur cet aspect des choses que, semble-t-il, Dalla Chiesa avait décidé de travailler, en enquêtant sur l'origine de ces fonds et sur les méthodes de recyclage de l'« argent sale » — provenant du trafic de drogue — sur les comptes de citoyens ou d'entreprises « honnêtes ».

Mais au fond, la Mafia sicilienne n'est autre qu'une organisation de la bourgeoisie sicilienne elle-même — ou d'une fraction d'entre elle —, organisation à laquelle celle-ci doit pour une grande part son enrichissement. Elle représente une puissance économique, financière, politique, occulte certes mais considérable, qui exerce une pression considérable sur toutes les classes de la société, et en particulier les classes exploitées, à qui la Mafia impose son pouvoir. Ne serait-ce que par le respect de « l'omerta », cette loi du silence qui fait qu'après un meurtre de la Mafia, personne n'a rien vu et rien entendu. C'est une puissance considérable qui permet aussi à une fraction de la bourgeoisie sicilienne de mener son propre jeu, de disputer une partie des profits et des fonds publics au reste de la bourgeoisie italienne et à l'Etat central. Elle lui permet également de disposer de complicités, de représentants politiques, au sein de cet Etat central lui-même, et d'établir avec celui-ci, et avec la bourgeoisie italienne, une sorte de partage des pouvoirs, de pacte de non-agression mutuelle. Quitte, pour faire respecter ce pacte, à assassiner ou intimider ceux qui, parmi ces représentants de l'Etat, feraient preuve de trop de zèle répressif à l'égard de la Mafia.

Là est au fond la racine de cette impuissance chronique de l'Etat italien à enrayer le phénomène mafieux. La Mafia de Sicile, ou la Camorra de Naples et la 'Ndrangheta de Calabre, sont certes des organisations de gangsters et de bandits. Mais pour des raisons historiques — qui tiennent en grande partie au sous-développement, à la situation coloniale de ces régions par rapport au reste de l'Italie — le banditisme y prend une ampleur exceptionnelle, au point de devenir l'organisation de toute une fraction de la classe dirigeante. Et comment l'Etat italien, Etat de la bourgeoisie, Etat tout entier organisé pour la défense des intérêts des possédants contre les exploités, pourrait-il être efficace contre une fraction aussi importante des possédants, des riches ? Au fond, ceux-ci ne font que préférer un banditisme barbare et quasi féodal au banditisme organisé, « civilisé », de l'Etat moderne, et ne font qu'occuper le créneau des profits « illégaux » de la drogue plutôt que celui — à vrai dire déjà occupé — des profits « légaux » des grandes multinationales.

Le banditisme organisé à une telle échelle, l'incroyable chancre qu'il représente, n'est au fond qu'un des fruits les plus empoisonnés de la société bourgeoise. Quoi d'étonnant alors si l'Etat de la la bourgeoisie est impuissant à le combattre ? Les Mafias ne pourront disparaître qu'avec la société bourgeoise elle-même, qu'avec tous ses profits — licites ou non — et toutes ses violences ou ses meurtres — légaux ou pas. Elles ne pourront disparaître qu'avec la révolution prolétarienne.

A Naples un jour comme les autres

A Frattaminore, près de Naples, vendredi 3 septembre, à peu près à la même heure où le général Dalla Chiesa était tué à Palerme, un officier de police était assassiné en pleine rue par deux tueurs de la Camorra. L'événement a fait certes moins de bruit que l'assassinat du général. Car, rien que le lendemain, on comptait encore deux morts dans la région, par règlement de comptes entre bandes.

Mais la Camorra ne s'en prend pas seulement aux policiers ou aux membres de bandes rivales. Elle s'en prend aussi aux syndicalistes. Un ouvrier maçon, syndicaliste et membre du PCI, a été attaqué et blessé aux jambes par deux tueurs, dimanche 5 septembre. Selon lui, il s'agit d'une mesure d'intimidation du clan camorriste qui « protège » — ou plutôt rackette — le chantier sur lequel il travaille. « Ils payent tous, **a-t-il déclaré aux journalistes,** mais aucun entrepreneur n'a le courage de l'avouer ».

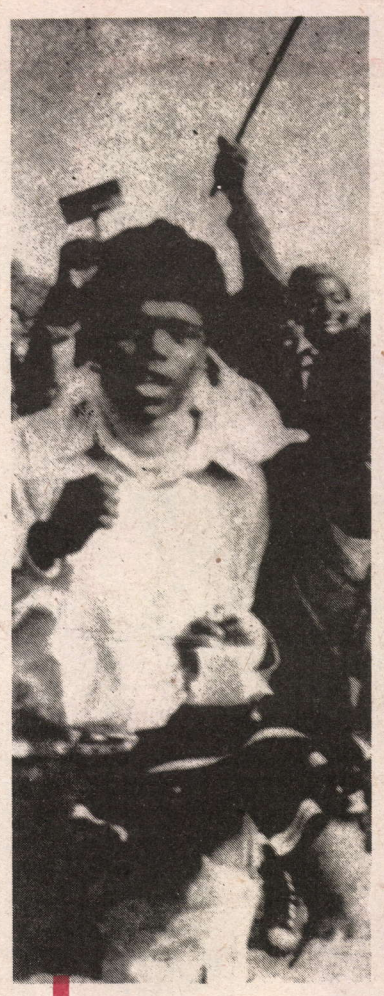
Mais des attentats de ce genre, à Naples, font partie de la routine quotidienne.

La guerre des gangs à son paroxysme

La recrudescence impressionnante de la criminalité en Sicile et dans le sud de l'Italie est liée en partie à la crise économique. C'est la crise qui fournit un contingent important de marginaux et de désœuvrés dans lequel Camorra et Mafia recrutent aisément des hommes de main, les soldats en quelque sorte de la guerre des gangs qui ensanglante le sud italien.

Cette guerre est une guerre pour le contrôle des filières des différents trafics, pour l'attribution des marchés publics à tel clan plutôt qu'à tel autre, pour l'appropriation par exemple des fonds destinés à la reconstruction des zones touchées par le tremblement de terre de 1980 dans la région de Naples. Mais la recrudescence de cette guerre des gangs illustre surtout la destruction de l'équilibre traditionnel au sein des diverses Mafias. L'enrichissement facile dans le trafic de drogue a fait naître de nouveaux appétits, a permis à de nouvelles bandes de s'enrichir et de s'élargir, leur donne envie de reprendre du terrain aux bandes rivales, de remettre en cause le partage des marchés et des rackets. La Mafia a changé. Elle n'est plus la société traditionnelle liée aux structures quasi féodales de la Sicile, mais de plus en plus un simple gang, ou plutôt des gangs concurrents. Le temps n'est plus où un « boss » universellement reconnu pouvait imposer sa médiation et régler les questions de partage d'intérêts entre clans, familles ou gangs différents par sa seule autorité ou sa seule menace.

A long terme, cette situation pourrait peut-être saper bien plus le pouvoir de la Mafia que le coup d'épingle que, périodiquement, l'appareil d'Etat italien lui donne.



AFRIQUE DE SUD

La classe ouvrière noire face au

L'Afrique du Sud, pays de la ségrégation raciale érigée en institution, où une minorité de Blancs armés jusqu'aux dents maintiennent leur domination sur l'immense majorité de la population noire dépouillée de ses droits, de ses terres et de ses richesses, a connu cet été encore une nouvelle flambée de révolte des travailleurs noirs.

La classe ouvrière noire accepte de moins en moins d'être traitée en étrangère dans son propre pays. Et si les mouvements récents ne revêtent pas le caractère explosif de la grande révolte des ghettos noirs de Soweto, en juin 76, on assiste aujourd'hui et depuis deux ans à une montée des mouvements revendicatifs de la classe ouvrière noire. Dans ce régime où la moindre grève est illégale, interdite et souvent sauvagement réprimée, de tels mouvements se transforment inévitablement en mouvements de contestation du régime.

Aussi le gouvernement Botha a bien dû finir par lâcher du lest. Après avoir tenté sans succès de s'allier les communautés métisses et indiennes par quelques promesses de réformes, il a dû finalement concéder, même avec force restrictions, à une partie des travailleurs noirs la possibilité de s'organiser, eux aussi, sur le strict terrain syndical.

Depuis avec ou sans l'autorisation du gouvernement sud-africain, on assiste parallèlement aux luttes revendicatives, à la constitution et à la croissance rapide de syndicats noirs ou multiraciaux, souvent en opposition ouverte au régime de Pretoria.

Le pouvoir blanc recourt aux campagnes d'intimidation contre les nouveaux syndicats, impulse sans succès ses propres organisations, réprime les grèves dans la violence, fait même enlever et torturer par sa police des militants, mais il est bien incapable cependant d'enrayer la montée de la combativité ouvrière.

Le pouvoir blanc est dans l'impasse. Car il a besoin de la classe ouvrière noire. C'est de l'exploitation des travailleurs africains que la petite minorité blanche tire ses privilèges et ses profits.

Le système de ségrégation, la déportation des africains dans les réserves que sont les bantoustans devaient garantir le pouvoir des Blancs.

Mais aujourd'hui, force est de constater que cette politique raciste de la bourgeoisie blanche ne fait qu'accroître, au contraire, la volonté de lutte des travailleurs noirs pour leurs libertés.

La classe ouvrière et la crise

Une série de grèves ont eu lieu cet été en Afrique du Sud. Tout d'abord dans les mines d'or, puis dans les usines d'automobiles, chez General Motors, Volkswagen et Ford.

La situation déjà misérable des travailleurs s'est trouvée aggravée, du fait de l'inflation qui a atteint selon les chiffres officiels 16 %, mais du fait surtout de la sécheresse qui a compromis gravement les quelques cultures qui permettent aux familles ouvrières des bantoustans de compenser un peu la faiblesse des salaires.

Dans les mines d'or, les patrons proposaient une augmentation inférieure à l'inflation officielle, ce qui portait le salaire mensuel à 1 050 F pour les 430 000 mineurs noirs, alors que les 30 000 mineurs blancs, essentiellement des contremaîtres, cadres et techniciens, touchent, eux, des salaires qui sont au minimum sept fois plus élevés. Injustice qui n'a pu que renforcer l'indignation des travailleurs noirs.

A cela s'est ajoutée la menace de la fermeture de 15 mines, les patrons prétextant la baisse du cours de l'or sur le marché mondial, ce qui se serait traduit par le licenciement de 100 000 mineurs.

Cette situation a provoqué la colère et la grève de 13 500 mineurs du Transvaal. Les grévistes ont affronté la police. Ils se sont attaqués aux biens des Blancs et aux immeubles des compagnies minières.

La repression a fait, officiellement, 11 morts. 5 000 mineurs ont été expulsés vers les bantoustans. Mais les grèves se sont étendues et ont gagné de nouvelles mines dans la région de Johannesburg.

A peine avaient-elles pris fin, que les travailleurs de l'automobile entraient à leur tour en grève, malgré les déclarations alarmistes du patronat, qui criait à la récession et annonçait une baisse des ventes pour 1982 (275 000 voitures au lieu de 301 000 en 1981). C'est ainsi que près de 15 000 ouvriers africains de la province du Cap entraient en grève pour 75 % d'augmentation des salaires, au lieu des 9 % proposés par les organisations patronales.

Ces grèves n'ont peut-être pas été victorieuses mais, face aux première atteintes de la crise économique, elles témoignent de la combativité des travailleurs sud-africains.

La contestation revêt des formes multiples

Parmi les différentes formes qu'a prises la contestation de la population noire, les boycotts se sont multipliés. Et certains avec succès, ces dernières années.

Dans le Natal, en octobre 1979, pour protester contre une hausse des tarifs des bus, 15 000 Africains ont décidé de parcourir à pied les quelque 15 à 30 kilomètres qu'ils leur fallait faire pour se rendre à leur travail. Ils ne sont remontés dans les bus que lorsque la compagnie a remis en vigueur ses anciens tarifs.

D'avril à novembre 1979, les produits alimentaires pâtes et pain de Fattis et Monis ont été laissés sur les rayons des magasins dans toute l'Afrique du Sud, jusqu'à ce que la firme reprenne les 80 ouvriers qu'elle avait licenciés.

A défaut de pouvoir résider dans les villes, où les loyers sont trop chers, ou parce que les logements sont trop rares, ou encore parce que chômeurs et ayant par là-même perdu le droit de résider en ville, les squatters se font de plus en plus nombreux et se regroupent dans d'immenses bidonvilles à la périphérie des villes noires. Selon les besoins des patrons en main-d'œuvre, ces bidonvilles sont tolérés quelques semaines ou quelques années ou bien sont rasés par les bulldozers. Mais à chaque fois les squatters reviennent et reconstituent leurs abris de fortune. Au mois de mars 1982 dans la banlieue du Cap, à Nyanga, des squatters expulsés depuis août 1981 entamaient, à 57, une grève de la faim. Au bout de 24 jours, devant le scandale agité par toute une partie de la presse, le gouvernement adoptait une attitude de conciliation.

Récemment, les 700 000 employés de maison, en majorité des femmes, à qui le gouvernement a dénié le droit de se constituer en syndicat revendiquent d'être considérés comme des travailleurs et ont fait connaître leurs revendications : un salaire minimum, un horaire hebdomadaire, avec paiement des heures supplémentaires, et un mois de congé payé.

C'est au travers de telles manifestations que la population noire prend conscience de ses intérêt. D'autant plus qu'en Afrique du Sud, les traditions d'association sont vives. On a l'habitude de se réunir, de discuter des affaires communes. Face à un système fondamentalement inique, la solidarité de la communauté est nécessaire et... efficace.

Dans la banlieue du Cap : l'intérieur d'un hôtel pour travailleurs noirs.

Un exemple de répression acharnée

Le journal **Apartheid Non** de mars 1982 cite l'exemple de Thomazile Gqweta, un jeune dirigeant (29 ans) de la SAAWU, ce syndicat qui a organisé des grèves à East London en 1981.

East London est une ville industrielle située en bordure du Ciskei, sur l'océan Indien. Les travailleurs noirs qui y travaillent sont relégués, pour leur habitation, à Mdantsane, le plus grand ghetto urbain noir après Soweto. Ces travailleurs ont perdu la citoyenneté sud-africaine et font partie du Ciskei, officiellement Etat indépendant depuis le 4 décembre dernier.

— Mars 1981, Gqweta échappe de justesse à la mort après qu'on eut mis le feu à la maison.

— Septembre : 205 syndicalistes sont arrêtés.

— 1er novembre : l'oncle et la mère de Gqweta périssent dans l'incendie criminel de leur maison.

— 8 novembre : lors des obsèques (3000 personnes), la compagne de Gqweta est tuée.

— 19 novembre : Gqweta est arrêté alors qu'il venait assister au procès des syndicalistes détenus depuis septembre. Alors qu'on lui montre une photo de Steve Biko torturé à mort, et qu'on lui promet le même sort, il déclare : **« Les récents événements ont fait de moi un autre homme : avant, il m'arrivait souvent de sourire. A présent je ressens en moi une immense colère ».**

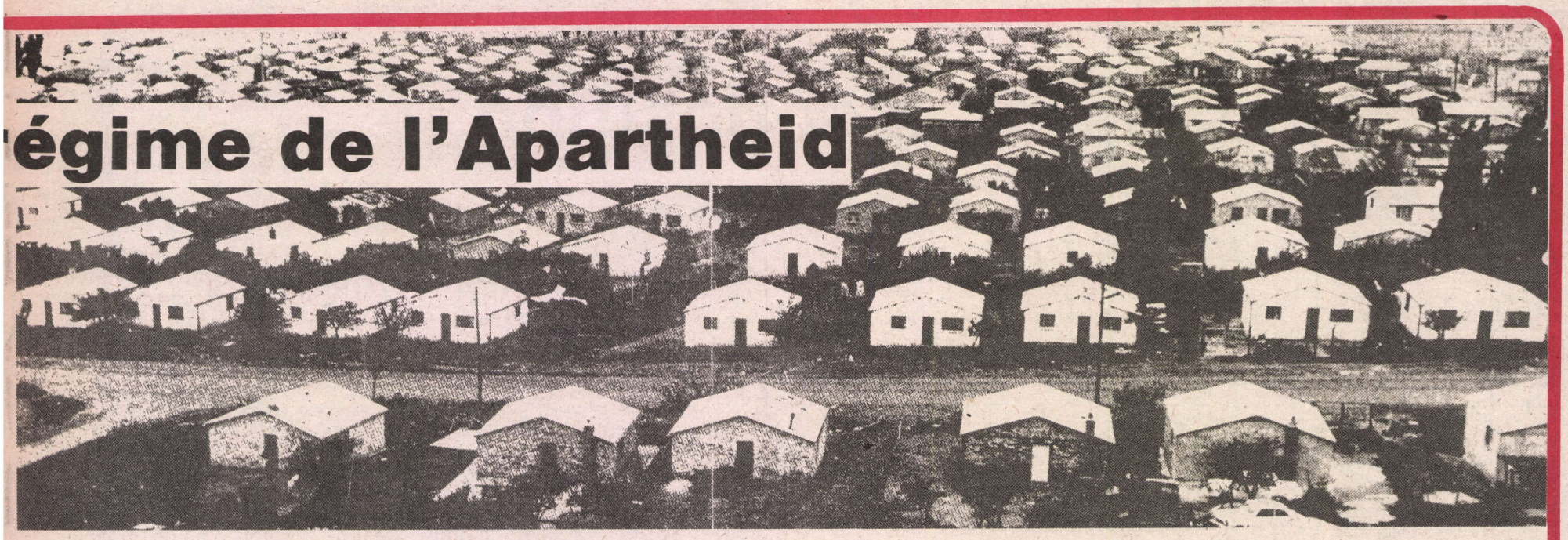
— Fin novembre : l'avocat du SAAWU est torturé à mort. 15 000 personnes assistent à ses obsèques.

— La même semaine, des hommes de main sont recrutés pour briser la grève du SAAWU à l'usine Dunlop d'East London.

— Février 1982 : après les tortures, Gqweta est transféré dans un hôpital psychiatrique.

Depuis lors, Gqweta a été libéré... mais de nouveau arrêté pour la septième fois, le 5 mai dernier.

régime de l'Apartheid



Le ghetto noir de Soweto, dans la banlieue de Johannesburg.

La volonté d'organisation des travailleurs noirs

Depuis deux ans, le mouvement ouvrier noir d'Afrique du Suc connaît un important développement. Malgré la répression, les licenciements, les arrestations et déportations, malgré les entraves légales mises aux possibilités de contact entre les travailleurs noirs d'une industrie à une autre, d'une région à une autre, malgré les divisions entretenues et aiguisées entre les ethnies et bien sûr entre les races, le régime de l'Apartheid est confronté à un vaste effort d'organisation de la part des travailleurs noirs du pays. Le droit de grève n'existe pas, mais les grèves ont rarement été aussi nombreuses. Elles ont rarement touché autant de secteurs industriels différents, autant de régions industrielles différentes. Et surtout, à côté des revendications salariales, la reconnaissance d'organisations syndicales indépendantes du pouvoir blanc est de plus en plus souvent l'enjeu de ces luttes.

Les traditions de lutte de la classe ouvrière noire sont anciennes et importantes en Afrique du Sud. Mais la mise en place du système de ségrégation raciale par le Parti Nationaliste blanc s'est traduite par l'interdiction faite aux travailleurs noirs de se donner leurs propres organisations. La quasi-totalité de la classe ouvrière noire s'est trouvée exclue de tout droit syndical et politique. Le Parti Nationaliste au pouvoir réussit même à enrôler dans sa politique raciste une fraction importante des travailleurs blancs, qui y voyaient le moyen de défendre leurs privilèges corporatistes, catégoriels, de travailleurs qualifiés face à l'immense majorité de la classe ouvrière noire, non qualifiée et sous-payée.

C'est ainsi que tout un système fut élaboré. En 1956, une loi exigeait des organisations syndicales qu'elles soient **« racialement pures »** et l'on comptait 83 syndicats de travailleurs blancs et 48 syndicats de travailleurs métis et indiens. Ces syndicats-là étaient également censés représenter les travailleurs noirs. Malgré les interdictions, 28 syndicats noirs existaient déjà, mais sans droit aucun puisque non reconnus par la loi.

Cette situation de double oppression des travailleurs noirs, exploités en tant qu'ouvriers et privés de tout droit parce que noirs, était grosse de révoltes.

Les puissantes grèves de travailleurs noirs qui marquèrent l'année 1973 surprirent patronat et gouvernement, qui réalisèrent combien les syndicats reconnus, officiels, étaient absolument incapables de permettre le contrôle des travailleurs noirs.

Pour tenter de remédier à cette situation, le gouvernement impulsa la mise en place d'organismes qui, dans les entreprises, devaient être composés de membres élus pour moitié par les travailleurs africains et pour moitié par les directions : ce furent les Comités de liaison. Ils eurent un certain succès... auprès des patrons, puisqu'en 1979 il en existait dans tout le pays : 3 000, censés représenter 600 000 ouvriers noirs.

Cependant dans les entreprises, refusant ce système, des militants s'efforçaient de créer et d'implanter des syndicats et d'obtenir du patronat une reconnaissance de fait, sinon de droit. Contraints à la clandestinité, victimes de la répression, ces syndicats réussirent pourtant à se développer et à mener des grèves qui aboutissaient parfois à leur reconnaissance par les patrons. Et les succès qu'ils remportèrent auprès des Africains contribuèrent au fait que, le 25 septembre 1979, le gouvernement Botha procéda à un premier recul en décidant que les syndicats pourraient accueillir des travailleurs de races différentes et que les travailleurs africains auraient désormais tous le droit de se syndiquer. Mais ces droits nouveaux s'accompagnaient de nombreuses restrictions. N'avaient pas le droit de se syndiquer les travailleurs migrants, soit 6,5 millions de Noirs (sur un total de 11,5 millions), ni les 700 000 domestiques, ni les 1 200 000 ouvriers agricoles et fonctionnaires. D'autres restrictions encore allaient sévèrement réglementer la constitution de syndicats noirs dans les industries, en particulier par le biais de la procédure d'enregistrement mise au point à la fin de la même année.

LA PROCEDURE D'ENREGISTREMENT

L'enregistrement d'un syndicat est une procédure d'inscription auprès du gouvernement. Elle n'est pas obligatoire. Mais de l'enregistrement dépend le droit pour les syndicats de siéger dans divers organismes paritaires consultatifs. En retour, le gouvernement s'assure un droit de regard sur les effectifs, les finances et le fonctionnement du syndicat, qui doit s'engager à ne pas faire de politique.

La réaction des organisations concernées fut partagée. Une fédération non raciale (regroupant, avec des travailleurs noirs, des travailleurs indiens et métis, et ayant à sa tête un militant blanc), implantée à l'origine dans les provinces du Natal et du Cap, regroupa les syndicats qui acceptaient d'entamer les procédures d'enregistrement. Il s'agit de la FOSATU (Fédération des syndicats sud-africains) dont, à l'heure actuelle, la quasi-totalité des syndicats qui la composent sont enregistrés. Elle regroupe 95 000 membres, selon les chiffres publiés par **Le Monde Diplomatique** (août 1982).

D'autres organisations, par contre, choisirent de se passer de l'aval du gouvernement, estimant plus efficace d'imposer aux patrons, dans chaque entreprise, une reconnaissance de fait de leurs représentants. Le plus important regroupement de syndicats ayant ainsi refusé de se soumettre à la procédure d'enregistrement est le SAAWU (Alliance des travailleurs sud-africains), implantée surtout dans la région située à l'est du Cap et dont l'influence aujourd'hui est comparable à celle de FOSATU, avec 85 000 membres selon les mêmes sources. A elles deux, ces organisations regroupent les deux tiers des syndicats non blancs, le reste se partageant entre divers syndicats restés indépendants et des syndicats progouvernementaux.

L'ESSOR DU MOUVEMENT SYNDICAL NOIR

A la fin de l'année 1980, les syndicats regroupaient au total 200 000 travailleurs noirs. Pour la fin de l'année 1981, le **Sunday Times** annonce 246 500 syndiqués noirs appartenant à des syndicats enregistrés et 100 000 à des syndicats non enregistrés.

Le mouvement de syndicalisation ne touche encore qu'une petite minorité, mais il est suivi avec inquiétude par le gouvernement. Ce qui l'inquiète en particulier c'est le développement de syndicats noirs qui, enregistrés ou non, échappent à son contrôle. D'autant plus que, dans les conflits qui éclatent, bien des patrons préfèrent adopter une attitude plus souple que le gouvernement et négocient avec les militants qui dirigent les mouvements, quelle que soit leur appartenance syndicale.

Ce fut le cas en particulier lorsque, au cours de l'été 1981, de nombreuses grèves (le journal sud-africain **Financial Mail** du 10 juillet 1981 parla de plus d'une par jour), menées par des syndicats indépendants, se déroulèrent dans les régions d'East London, Durban, Johannesburg et Prétoria. Et le fait qu'alors les directions des multinationales Colgate et Palmolive soient contraintes par la grève de traiter au niveau de chaque entreprise avec de tels syndicats fut un encouragemen aux luttes pour la reconnaissance syndicale.

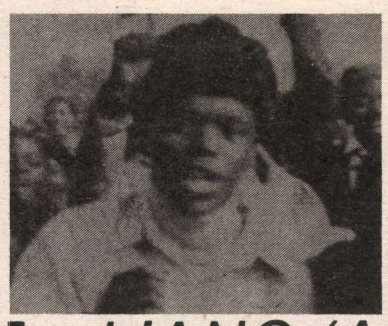
LE MOUVEMENT SYNDICAL : UN CADRE POUR LA CONTESTATION POLITIQUE

Devant cette évolution de la situation, le gouvernement accentua la répression contre l'ensemble du mouvement syndical. Ainsi, dans les régions que nous venons de citer, au début septembre 1981, 200 syndicalistes furent arrêtés et 15 000 travailleurs licenciés. D'autre part, le gouvernement mit au point un projet de loi comprenant l'enregistrement obligatoire, une inspection renforcée de toute activité syndicale, la possibilité d'annuler l'enregistrement de syndicats non dociles (c'est-à-dire de les interdire purement et simplement), l'interdiction d'aider les grévistes et, surtout, l'interdiction de tout lien entre le mouvement syndical et des partis politiques.

L'arrestation puis l'assassinat en prison, en février 1982, de Neil Agett, médecin blanc établi à Soweto et devenu responsable du syndicat de l'alimentation pour la région, entraîna le plus grand arrêt de travail qu'on ait vu depuis longtemps, avec la participation de 100 000 grévistes. Ce qui montre que les mesures du gouvernement n'ont pas réduit la combativité ouvrière.

Dans le cadre de la dictature raciste blanche sud-africaine, la simple constitution d'organisations syndicales par les travailleurs noirs les conduit nécessairement à s'affronter non seulement au patronat et aux travailleurs blancs, lorsqu'ils choisissent le camp des patrons, mais encore à l'Etat, à ses institutions ségrégationnistes et à ses forces de répressions. Toute lutte syndicale ne peut, dans ces conditions, que prendre une dimension politique, les syndicats devenant les voies par lesquelles s'expriment la lutte contre l'exploitation capitaliste mais aussi la lutte politique des Noirs (ainsi que des Métis et des Indiens) contre le gouvernement de l'Apartheid.

Et, malgré les efforts d'un gouvernement qui s'acharne depuis toujours à déporter, morceler, diviser par ethnie, par région, la communauté noire ainsi qu'à l'isoler des autres travailleurs indiens, métis ou blancs, on assiste aujourd'hui à la constitution d'organisations ouvrières sur une base non raciale, à l'échelle de régions entières, sinon encore à l'échelle de tout le pays.



AFRIQUE DU SUD

Les partis d'opposition

• L'ANC (African National Congress)

Face au Parti National qui est au pouvoir depuis 1948, l'opposition politique au régime de l'Apartheid apparaît essentiellement incarnée par l'ANC, c'est-à-dire par une organisation dont l'objectif, selon ses propres déclaratins, est la constitution d' ***« un large front national démocratique »*** **, pour** ***« l'éradication du racisme et de l'oppression, pour une société démocratique et non raciale ».***

Dès sa création, en 1912, elle apparut comme une organisation visant à réformer la société sud-africaine dans un sens démocratique, par des moyens légaux et pacifiques, conformément aux idées de Gandhi qui l'inspirait alors.

Après les manifestations organisées en 1960 contre la loi sur les laissez-passer, cette organisation fut interdite, comme toutes les organisations anti-Apartheid. Vivant dans la clandestinité, ses militants sont systématiquement emprisonnés et pourchassés jusqu'à l'étranger.

Radicalisant alors son cours, l'ANC en vient à cette date à créer sa branche armée, la Lance de la Nation, et entreprend depuis attentats et sabotages.

L'arrestation en juin 1963 et la condamnation à la prison à vie de son président, Nelson Mandela, et de son secrétaire général, Walter Sisulu, n'ont pas mis fin à sa politique d'attentats. En ce qui concerne la période la plus récente, citons l'attaque spectaculaire en juin 1980, par les militants de la Lance de la Nation, de l'important complexe pétrolier Sasol, gardé pourtant par des hommes armés jusqu'aux dents. Tout dernièrement, le 6 août 1982, le tribunal de Pretoria invoqua plusieurs sabotages qui auraient eu lieu entre 1979 et 1981 et l'attaque de trois commissariats de police pour condamner à mort trois jeunes Noirs appartenant à l'ANC, les déclarant coupables ***« directement ou indirectement »*** **de ces attentats, pour leur simple appartenance à l'ANC.**

Au travers de ces luttes, l'ANC a gagné une audience et une influence certaines parmi la population africaine et dans les rangs ouvriers. L'ANC compte sur les luttes de la classe ouvrière pour ébranler et peut-être mettre à bas un jour la dictature des Blancs racistes. Son représentant en France reconnaissait même en juillet dernier ***« qu'il est évident que les travailleurs noirs sont les plus opprimés de la nation »*** **et que** ***« c'est exactement pour cette raison qu'ils ont toujours été en première ligne de résistance ».***

Mais ce n'est pas pour autant que les dirigeants de l'ANC reconnaissent à la classe ouvrière sud-africaine une place privilégiée, et encore moins dirigeante. L'ANC assigne au front national démocratique qu'elle préconise un rôle de ***« coordination entre toutes les actions contre le régime de l'Apartheid : celle des religieux, des jeunes, des étudiants, de la branche armée de l'ANC »,*** **comme le déclarait encore son représentant en France. Ce qui est une façon de reconnaître que, dans le front qu'elle préconise, le rôle dirigeant revient à la petite-bourgeoisie nationaliste anti-Apartheid qui aspire à une société démocratique et libérale du type des démocraties occidentales. C'est sous la direction de cette dernière et derrière son drapeau qu'elle entend que tous, y compris la classe ouvrière, se rangent.**

• Le PAC (Pan-African Congress)

Ce fut en avril 1959 que scissionnèrent de l'ANC ceux qui allaient former le PAC. Parmi les raisons de cette scission figuraient les références de l'ANC au marxisme, qualifié par les militants du PAC « *d'idéologie étrangère à l'Afrique* », et les liens étroits noués à l'époque par l'ANC avec le Parti Communiste sud-africain qui, assez faible numériquement, s'est semble-t-il fondu dans l'ANC.

Le PAC, lui, se déclarait pour « *une société originale dans sa conception, africaniste dans son orientation, socialiste dans son contenu, démocratique dans sa forme* ».

Le PAC, comme l'ANC, fut interdit en 1960 et est lui aussi en butte à une répression sévère. Depuis, lui aussi s'est lancé dans une politique d'attentats et de sabotages et s'est doté pour cela d'une branche armée, le POQO.

Mais le PAC est resté, à ce jour, semble-t-il, une organisation à l'influence réduite et aux possibilités d'action limitées.

• Le mouvement de la « Conscience Noire »

Il prit naissance à la fin des années 1960, dans le milieu étudiant, en réaction contre la petite-bourgeoisie blanche qui exerçait un rôle dirigeant dans les organisations étudiantes multiraciales. Mouvement exclusivement noir, il voulait affirmer la fierté d'être noir et militer pour redonner aux Noirs, méprisés et opprimés, leur dignité.

La Conscience Noire rencontra un écho rapide : dès 1972, il existait plus de 70 organisations qui se réclamaient d'elle. ***« L'arme la plus puissante que détiennent les oppresseurs est la mentalité des opprimés »,*** **devait déclarer Steve Biko, dirigeant du mouvement, lorsqu'en 1976 il décida de se constituer en parti politique, le BPC (Black People Convention).**

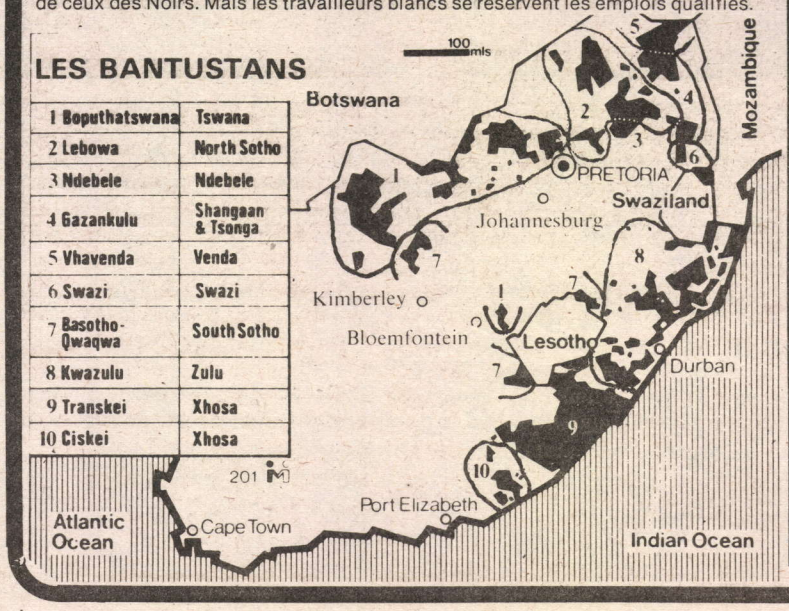
Après les émeutes de Soweto de 1976, la quasi-totalité des organisations du BPC furent interdites et Steve Biko, emprisonné, mourut en prison en 1977. Le mouvement né de la Conscience Noire était décapité et le nouveau parti AZAPO, qui succéda au BPC interdit, n'eut jamais l'audience de ce dernier. Aujourd'hui, il semble que la plupart de ses dirigeants et de ses militants aient rejoint les rangs de l'ANC ou soient en passe de le faire.

L'Apartheid en quelques chiffres

	BLANCS	NOIRS
POPULATION	4,5 millions	21,6 millions
SUPERFICIE ALLOUEE	87 %	13 %
PART DU REVENU NATIONAL	75 %	25 %
ECART MOYEN DES SALAIRES	14	1 *
MINIMUM DE REVENU IMPOSABLE	750 rands	360 rands
NOMBRE DE MEDECINS PAR HABITANT	1 pour 400	1 pour 44 000
MORTALITE INFANTILE	27 ‰	200 ‰ dans les villes 400 ‰ dans la campagne
DEPENSE PAR ECOLIER ET PAR AN	696 dollars	45 dollars
NOMBRE D'ELEVES PAR ENSEIGNANT	22	60

(D'après *Le Courrier de l'Unesco,* novembre 1977)

* Il s'agit en fait de l'écart entre les revenus moyens des salariés blancs comparés à ceux des travailleurs noirs. D'autres indications laissent entendre qu'à qualification égale, les revenus des Blancs sont encore, en moyenne, le double de ceux des Noirs. Mais les travailleurs blancs se réservent les emplois qualifiés.



Un climat idéal pour les investisseurs ?

L'ensemble des pays de la Communauté Economique Européenne entretient des relations économiques étroites et prospères avec le régime de Pretoria. Le bulletin de la CEE de décembre 1981 indiquait ainsi : ***« La CEE est le principal partenaire commercial de l'Afrique du Sud (...) Elle est également le premier investisseur en Afrique du Sud. A l'heure actuelle, la Communauté représente à elle seule 57 % des engagements de l'Afrique du Sud.. »***

Il faut noter également qu'à l'heure actuelle la moitié des investissements directs en Afrique réalisés par les cinq grands (Etats-Unis, Japon, République fédérale allemande, Grande-Bretagne et France) se trouvent en Afrique du Sud.

Si l'Afrique du Sud obtient ainsi les faveurs des capitalistes du monde entier, c'est parce que le régime de l'Apartheid leur permet et leur garantit qu'ils trouveront là-bas une main-d'œuvre nombreuse et à bon marché, et un appareil d'Etat dont les forces de répression sont prêtes à intervenir à tout moment pour faire respecter l'ordre dans les usines.

Le fait qu'il existe depuis 1977, pour les pays de la Communauté Européenne, un « code de bonne conduite » adopté par les ministres des Affaires étrangères, reconnaissant par exemple aux travailleurs sud-africains de leurs entreprises le droit syndical, l'amélioration des salaires, la couverture sociale de la main-d'œuvre noire, etc., n'y change rien. Ce code exprime toute l'hypocrisie des démocraties occidentales devant la dictature sud-africaine, mais reste évidemment lettre morte lorsque les intérêts des groupes industriels sont en jeu. Avec l'aide du gouvernement sud-africain, ceux-ci contribuent à l'exploitation en coupe réglée de la classe ouvrière africaine.

La France n'est pas la dernière sur ce terrain. En dépit des déclarations de Jospin qui, durant la campagne électorale, en mai 1981, affirmait que ***« le Parti Socialiste préconise l'interruption de tout investissement public et de toute aide aux investissements privés, sans parler bien entendu d'un embargo total sur les armes »,*** **quasiment toutes les grandes sociétés françaises ont des intérêts en Afrique du Sud et, depuis la venue au pouvoir de Mitterrand, les affaires n'ont guère ralenti.**

Renault a passé contrat avec Leyland pour le montage de R 9 à l'usine du Cap, avec un objectif de vente de 10 000 unités en 1983. CGE-Alsthom vend le générateur de la centrale thermique de Matimba, au nord-ouest du Transvaal, pour 1,75 milliard de francs. C'est sa filiale Stein Industrie qui fournira en 1986 les chaudières de la même centrale. Framatome devrait livrer l'hexafluorure d'uranium du réacteur de la centrale nucléaire de Koeberg.

Et, code de bonne conduite ou pas, les compagnies françaises n'hésitent pas à recourir à la matraque des policiers sud-africains contre les grévistes. C'est ainsi que la société française CFP-Total, qui participe à l'exploitation de deux mines de charbon sud-africaines, fit appel à la police, comme n'importe quel autre patron sud-africain, pour briser la grève de 700 mineurs noirs, le 19 mars dernier.

MEXIQUE

Nationalisation des banques avec la bénédiction de Wall Street

Le 1er septembre le président du Mexique, Lopez Portillo, a annoncé la nationalisation des banques mexicaines. Cette mesure n'a cependant pas soulevé les foudres des USA. Bien au contraire. Les banquiers américains se sont plutôt sentis soulagés, comme en témoigne la réaction du porte-parole de la Bank of America, la banque la plus impliquée dans la dette mexicaine. D'après le journal Les Echos **du 3 septembre, il a qualifié cette décision de** « pas positif, dans la mesure où il place clairement le gouvernement en position de soutien du système bancaire ».

C'est qu'en réalité cette prise de contrôle par le gouvernement mexicain sur l'ensemble des finances du pays est une garantie pour les banques occidentales qui, au cours de ces dernières années, avaient investi leurs capitaux sous forme de prêts au Mexique ; des prêts dont elles espéraient que ses revenus pétroliers permettraient au Mexique d'assurer une rentable rémunération.

Mais aujourd'hui le Mexique est devenu le pays sous-développé le plus endetté du monde. Alors que le cours du pétrole brut a baissé, il doit quand même payer l'addition.

En nationalisant les banques, le gouvernement mexicain tente entre autres de donner un coup d'arrêt aux capitaux qui, à cause de la chute du peso, s'évadaient du pays (22 milliards de dollars auraient franchi la frontière en trois ans.) Pour garantir aux grandes banques internationales le remboursement de leurs prêts, le gouvernement mexicain est prêt à contrôler et limiter les opérations de sa propre bourgeoisie. Mais, surtout, les mesures qui accompagnent la prise de contrôle du système bancaire montrent qui va payer le gros de la note : comme toujours, la population du pays.

Celle-ci a d'ailleurs déjà commencé à payer l'addition : les prix avaient déjà, en mai dernier, augmenté de 50 % en un an, alors que dans le même temps les salaires ne progressaient que de 10 à 30 %.

Récemment, l'entreprise DINA, grosse productrice de camions, a anoncé une réduction de trois heures de la journée de travail qui se traduira par une importante baisse des salaires. Ford décide le licenciement de 1100 travailleurs et General Motors la fermeture de l'une de ses usines mexicaines...

Ces mesures prises par le gouvernement vont encore aggraver la situation. Il vient en particulier de décider des hausses de certains tarifs publics et produits de base. Et, d'après Libération **du 6 septembre, on estimerait qu'**« au mieux l'inflation sera limitée à 90 % » **pour l'année 1982.**

En même temps qu'il nationalisait les banques, le gouvernement mexicain dévaluait une nouvelle fois le peso. Et le système d'une double parité du peso qu'il vient d'instituer est bien caractéristique de la politique suivie : il y a désormais un taux de change préférentiel de 50 pesos par dollar, dont bénéficieront les importations industrielles dites essentielles et le remboursement des dettes des entreprises et un taux de 70 pesos par dollar pour tout le reste. En d'autres termes, les consommateurs, en payant les produits inspirés au tarif correspondant à 70 pesos par dollar, payeront lourdement pour rendre plus facile le remboursement des dettes. De plus, d'après le journal Les Echos **du 6 septembre, la principale centrale syndicale mexicaine a déjà annoncé** « qu'il ne fallait pas compter sur une revalorisation des salaires du type de celle de 30 % accordée au lendemain de la dévaluation de 40 % du peso, en février dernier ».

Rien d'étonnant alors, dans la satisfaction manifestée par les financiers américains à l'annonce de la mesure de nationalisation prise par Lopez Portillo. Cette mesure, comme d'ailleurs les conditions posées au Mexique par les USA et par le Fonds monétaire International pour l'octroi des nouveaux prêts qu'ils avaient, quelques jours auparavant, accordés au Mexique, sont autant de moyens de contrôle de plus pour, en pressurant au maximum le peuple mexicain, tenter de lui soutirer le remboursement des capitaux qui ont été placés dans le pays, capital plus intérêts, évidemment.

L'Etat mexicain a nationalisé les banques... ou plutôt l'endettement du pays, pour mieux le faire payer à toute la population

TURQUIE

Les militaires recensent

Dimanche 5 septembre, la Turquie a connu 14 heures de couvre-feu : les commerces étaient fermés, les matchs annulés, les avions, les navires et les trains immobilisés.

Sous peine de 3 à 6 mois de prison, personne n'avait le droit de quitter son domicile, sauf les militaires, les pompiers ou les médecins de service et... les agents du recensement.

Car ces mesures spectaculaires visaient simplement à permettre le recensement des quelque 47 millions d'habitants que compte la Turquie. Et ce recensement a pour but, paraît-il, de dresser des listes électorales en vue d'un référendum « démocratique » le 7 novembre prochain.

Tout cela pourrait sembler seulement grotesque. s'il ne s'agissait d'une illustration de plus de la façon dont les militaires au pouvoir en Turquie conçoivent de gouverner : envers et contre toute la population, enfermée chez elle.

Un appel à manifester contre la répression en Turquie

L'appel suivant, dont nous publions des extraits, a été signé par diverses organisations turques à Paris :

« Ouvriers, travailleurs,

C'était il y a deux ans, le 12 septembre 1980, que la dictature militaire fasciste s'est emparée du pouvoir. Ces deux ans furent les pages les plus sombres de l'histoire de notre classe ouvrière et de nos peuples.

Voici le bilan de deux ans de junte fasciste :

— Plus de 170 000 détenus et arrêtés.

— Plus de 100 révolutionnaires et démocrates assassinés sous la torture.

— Plus de 700 personnes tuées pendant les opérations.

— 16 personnes exécutées à la potence.

— 4 600 peines de mort requises.

— Plus de 100 condamnés à mort.

— Les assassinats et répressions multipliés sur la nation kurde.

— Interdiction de tous les syndicats et organisations progressistes de masse.

— Abolition du droit de grève et des conventions collectives.

— La vie chère, le chômage, l'inflation devenus insupportables. (...)

A bas la dictature militaire fasciste !

Halte aux exécutions, tortures et massacres !

Halte à la répression et aux assassinats qui frappent le peuple kurde !

Liberté pour tous les prisonniers anti-fascistes ! Amnistie générale !

Liberté pour la DISK et pour tous les syndicats, organisations démocratiques, révolutionnaires interdits !

Non à l'OTAN et aux forces d'intervention rapides USA !

Non à la Constitution imposée par la junte !

Halte à toutes sortes d'aides fournies en particulier par les USA et la RFA à la junte !

Vive la résistance des peuples palestinien et libanais et la solidarité internationale des Turcs, Kurdes et des révolutionnaires du monde entier envers la cause palestinienne !

RENDEZ-VOUS SAMEDI 11 SEPTEMBRE A 14 HEURES, PLACE DE LA REPUBLIQUE ».

Lutte Ouvrière soutient cette manifestation de protestation contre la répression en Turquie et invite ses lecteurs à y participer.

INDE

Grève des journalistes

Vendredi dernier, en Inde, journalistes et ouvriers d'imprimerie ont suivi une grève nationale de 24 heures pour protester contre la « loi anti-presse » qui a été propulguée le 31 juillet dernier dans l'Etat du Bihar. Près de 1 100 journaux auraient participé à cette grève.

Cette loi, baptisée « Black Bill », la « loi noire », est une véritable machine de guerre qui vise les journalistes. Elle autorise les autorités de l'Etat du Bihar à traîner devant les tribunaux tout journaliste qui diffuserait des **« écrits indécents, injurieux ou diffamatoires »** Les magistrats pourront alors maintenir les journalistes en détention provisoire durant 180 jours. Jugés coupables, les journalistes inculpés pourront être condamnés à une peine pouvant atteindre deux ou cinq ans en cas de récidive.

Le ministre en chef du Bihar, Mr Jagannath Mishra, instigateur de cette loi, voudrait museler la presse. La raison en est que celle-ci ne se fait pas faute de le critiquer. Certains journaux de l'Etat du Bihar ne s'étaient pas privés ces derniers temps de dénoncer les violences policières, les massacres d'intouchables — c'est-à-dire les membres de la caste la plus pauvre —, la corruption qui gangrène tous les niveaux de l'Etat. Un article récent révélait même que le gouverneur du Bihar avait, au cours d'un sacrifice, fait abattre deux cents chèvres pour prendre un bain dans le sang recueilli.

Ce qu'on appelle la « démocratie indienne » a décidément des relents de satrapie du Moyen Age. Mais les journalistes indiens ne sont pas prêts à se laisser baîllonner.

Stéphane HENIN

L'ASSEMBLÉE DU FONDS MONÉTAIRE A TORONTO

Les usuriers de la planète veulent étrangler les pays pauvres

L'assemblée du Fonds Monétaire : on n'y a pas parlé des dettes des capitalistes en faillite. *(AFP)*

L'assemblée du Fonds Monétaire International, organisme dépendant de l'ONU qui a la charge des problèmes monétaires internationaux, s'est tenue à Toronto. Elle a été dominée par le problème de l'endettement croissant des pays pauvres.

Ces pays pauvres qui ont, ces dernières années, beaucoup plus emprunté aux banques commerciales, à des taux très élevés, qu'au Fonds Monétaire International, réclament un allégement de leurs dettes. Ils demandent un accroissement des prêts à taux réduits du FMI et des organismes qui dépendent de lui.

Les représentants des pays riches, eux, ont souligné les menaces qui pèsent sur le système monétaire international. « *Sans tomber dans la hantise, nous devons avoir en mémoire le souvenir des années 30* », a déclaré Delors dans son discours. La veille, c'est le ministre allemand des Finances qui avait affirmé : « *Dans le monde entier, on détecte les signes d'une perte croissante de confiance en l'efficacité de notre système économique et financier* ». Ils ont évoqué la perspective d'un « krach » financier.

Et on sous-entend que c'est cet endettement croissant des pays sous-développés, qui ont de plus en plus de mal à rembourser leurs dettes, qui précipiterait cet éventuel krach financier international. Tout juste si on ne donne pas à entendre que la crise économique mondiale se résume à ce fameux endettement des pays sous-développés. C'est ce que les pays pauvres, les pays sous-développés, nous dit-on, deviennent insolvables, les uns après les autres. Pas étonnant : les prix des matières premières qu'ils vendent ne cessent de baisser, ceux des produits industriels qu'ils achètent de monter, et le taux des crédits s'est envolé ! Et dans le contexte d'un tassement du commerce mondial, ils sont les premières victimes. Et en effet leur endettement est énorme : 80 milliards pour le Mexique, autant pour le Brésil, 37 pour l'Argentine, 20 pour la Pologne, 10 pour la Roumanie, etc. Et le service de leur dette est disproportionné. C'est cet endettement qui, présenté de façon tendancieuse, mettrait en cause, nous suggère-t-on, l'équilibre économique et financier de la planète.

LA FABLE DES CIGALES

On a même pu entendre un commentateur de TF1 affirmer que, si les pays pauvres comme le Mexique, le Zaïre ou autres, ne peuvent pas payer leurs dettes, c'est à cause de leurs trop grandes dépenses sociales et de prestige. Ces pays se comporteraient en véritables « cigales » (c'était son terme) du monde sous-développé, dilapidant les produits des efforts des fourmis des pays riches qui leur prêtent de l'argent. Titre tout trouvé de la nouvelle fable des économistes bourgeois : « Les cigales et le FMI ».

Oui, c'est vrai, la dette de tous les pays pauvres atteint aujourd'hui une somme comprise entre 600 et 1 000 milliards de dollars. C'est énorme. Mais est-ce à cause de cette dette que le monde serait au bord du gouffre, comme le laissent entendre les banquiers et les ministres des Finances réunis à Toronto ? Suffirait-il que ces pays fassent des efforts, qu'ils s'imposent l'austérité, pour que la machine économique mondiale se remette à fonctionner de façon normale, comme on veut le faire croire ? Ces gens-là ont un sacré culot. Dans cette affaire, les représentants des pays riches et les banquiers qu'ils représentent se conduisent exactement comme un usurier du temps de Balzac ou de Zola, qui aurait trop spéculé et qui se lamenterait de sa ruine prochaine parce que les pauvres qu'il a pressurés n'ont plus rien à mettre au mont-de-piété pour lui rembourser les prêts en cours.

LES CHAMPIONS DE L'ENDETTEMENT SONT LES CAPITALISTES

Aujourd'hui les banques, elles aussi endettées jusqu'aux yeux après avoir prêté à tort et à travers, commencent à chipoter et hésitent à prêter un peu plus à leurs débiteurs. Mais les pays pauvres sont-ils les seuls clients des banques à avoir des problèmes de remboursement de leurs dettes ? Sûrement pas ! Les mêmes banques ont prêté et financé bien souvent à « fonds perdu » (quand l'Etat ne leur remboursait pas les pertes) les grandes entreprises des pays riches.

« *Les banques supportent d'autant plus malaisément le choc de la faillite des débiteurs « souverains » (autrement dit des Etats) qu'elles doivent simultanément constituer de lourdes provisions (entamant (...) leurs profits) correspondant aux créances irrécouvrables sur les entreprises nationales de plus en plus nombreuses qui font faillite, tel que AEG-Telefunken en Allemagne* », estimait *Le Monde* du 5 septembre.

Or, à combien se montent donc ces « créances irrécouvrables », cet argent que les banques occidentales estiment ne plus pouvoir récupérer, qu'elles jugent bien souvent perdu dans le gouffre des entreprises occidentales, nationalisées ou pas ?

Ces dettes-là, dont on nous parle beaucoup moins, sont considérables.

En 1981, le groupe industriel américain International Harvester, en état de faillite, avait obtenu de ses banquiers des crédits se montant aux trois quarts de ceux accordés à la Pologne cette même année !

Et une dizaine de groupes industriels ou financiers américains, géants parmi lesquels la compagnie aérienne Pan-Am, sont aujourd'hui dans une situation de faillite virtuelle, masquée par des crédits bancaires massifs.

Au Canada, c'est le groupe pétrolier Dome Petroleum qui doit trouver 1,3 milliard de dollars canadiens à rembourser avant la fin du mois.

En Allemagne, la firme AEG a emprunté plus de deux milliards de dollars en trois ans, avant d'être déclarée en faillite.

En Italie, c'est la faillite frauduleuse du Banco Ambrosiano et de ses multiples filiales dans lesquelles l'alliance de la Mafia et des financiers du Vatican a englouti 1.500 milliards de lires — soit plus d'un milliard de dollars — qui a défrayé la chronique.

En France, où les secrets des banquiers sont, semble-t-il, bien gardés, on a tout de même appris dans le journal *Le Monde* du 13 août que la Compagnie CII-Honeywell Bull nationalisée allait enregistrer un milliard de francs de perte en 1982, etc.

Quelques mois plus tôt, l'Etat français avait imposé aux banques nationalisées l'injection de six milliards de « prêts participatifs » dans les entreprises industrielles nouvellement nationalisées. Ces entreprises, rachetées à prix d'or peu de temps auparavant aux actionnaires privés, sont paraît-il en pleine déconfiture financière...

Qui va payer, qui va prêter tout cela ? Et au total les dettes de toutes ces entreprises se montent à combien : 600, 1.000, 2.000 milliards ?

LES 22 000 MILLIARDS DE DETTES DES RICHES

La Banque des Règlements Internationaux a pu estimer à 22 000 milliards (rien que ça !) les sommes dues à la fois par les entreprises insolvables et les Etats capitalistes des pays occidentaux.

Car ces Etats capitalistes aussi ont emprunté massivement pour boucler leurs budgets mis en déficit par les cadeaux faits aux capitalistes. Mais, à la différence des pays sous-développés, les Etats impérialistes les plus puissants de la planète ont les moyens de faire éponger leur dette par l'inflation qu'ils imposent au monde entier.

22 000 milliards, c'est donc la dette des capitalistes des pays riches ! A côté de cette ardoise, les 1 000 milliards dus par les pays pauvres ne représentent pas grand-chose. Et pourtant, ce sont ces pays pauvres qui sont mis à l'index par les banquiers. Tout simplement parce que ce sont eux que les banques des pays capitalistes veulent et pensent pouvoir faire payer.

Et c'est là qu'intervient le FMI. Ce Fonds Monétaire International est là pour jouer le rôle du gendarme.

Il est là pour exiger des pays pauvres qu'ils instaurent chez eux une austérité draconienne, afin d'être en mesure de rembourser leurs dettes auprès des banques.

Ce que les usuriers de la planète réunis à Toronto concoctent avec les huissiers du FMI, c'est cela : la saisie des quelques biens qu'ils n'ont pas encore dérobés aux pays pauvres, la diminution de la maigre ration laissée aux paysans et aux ouvriers qui s'échinent à produire pour rembourser une dette que, cette fois, les banquiers veulent récupérer d'urgence, la crise économique mondiale ne leur permettant pas d'escompter sur les profits futurs.

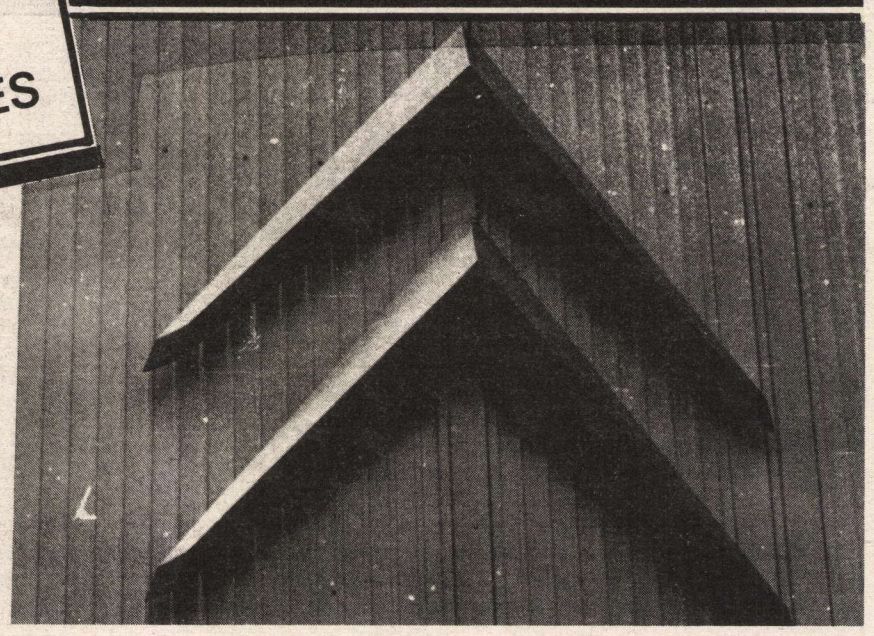
Et les banquiers sont prêts, comme ceux de New York et de Francfort qui avaient prêté à la Pologne, à accueillir avec soulagement des nouveaux Jaruzelski, si ceux-ci peuvent serrer la ceinture des peuples.

Malheur aux peuples des pays pauvres et malheur aux pauvres des pays riches, pourvu que survive leur système fou !

Pierre VERNANT

Des ouvriers du cuivre au Zaïre. Les banquiers européens et américains trouvent qu'ils consomment trop et ne travaillent pas assez. *(Gamma)*

DANS LES ENTREPRISES



Citroën-St-Ouen-les Epinettes

La grogne

Dès la rentrée la direction a annoncé ce qu'elle nous a mijoté pendant les vacances.

L'augmentation de 2,5 % avec un minimum de 100 F qui était prévue pour le 1er septembre est annulée.

La prime de rentrée qui allait être augmentée à 450 F restera de 400 F.

La prime de sortie de la nouvelle voiture, la BX, qui devait se monter à 300 F, ne sera pas versée.

Or, toutes ces augmentations étaient prévues par le texte de l'accord proposé par le médiateur Dupeyroux nommé par le gouvernement, et signé par Citroën et les syndicats. C'est sur la foi de cet accord que les travailleurs de Citroën avaient accepté de reprendre le travail, début juin, après la grève de ce mois de mai.

Pour la direction de Citroën, les choses sont claires : elle se dit contrainte d'annuler ces hausses de salaire pour appliquer la loi sur le blocage des salaires.

Il faut dire que le soudain empressement de Citroën à appliquer la loi n'est qu'un argument de plus pour une direction qui a toujours eu la réputation, réputation justifiée, de très mal payer les travailleurs.

Toujours est-il que les travailleurs se sentent floués. Par Citroën bien sûr, mais aussi par le médiateur. En effet l'accord a été signé tout juste deux semaines avant que soit rendu public le blocage des salaires.

Or l'accord prévoyait des augmentations échelonnées de juin à décembre 1982. En ne donnent pas les 400 F tout de suite, Dupeyroux savait que les travailleurs de Citroën ne toucheraient en fait que 250 F.

Et un médiateur nommé par le gouvernement ne pouvait pas ne pas connaître ses intentions en matière de blocage des salaires.

Le mécontentement est unanime, mais il se manifeste surtout chez les O.S. Pour eux, ce ne sont pas des « augmentations normales » dont il s'agit, mais d'augmentations acquises par leur lutte du mois de mai.

Ils se posent aussi la question : « que faire ? ». En effet, cette fois ils ont le sentiment qu'il leur faudra s'attaquer non seulement à Citroën, mais au travers de Citroën, au gouvernement qui a décidé le blocage des salaires.

Ils attendent, mais n'ont pas l'intention d'en rester là.

Correspondant L.O.

QU'ELLE NOUS LACHE LES BASKETS...

Dans son tract sur la rentrée, la CSL a le toupet de pleurer sur le fait que nous n'ayons pas les augmentations et les primes arrachées par notre grève de juin...

Ils prétendent défendre les acquis de la grève, alors qu'ils étaient contre le mouvement et du côté du patron et se sont même attaqués violemment aux grévistes

En toute logique, on se serait attendu à ce que les anti-grévistes refusent leurs augmentations. Mais de ça, on n'a pas entendu parler...

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière *Citroën St-Ouen Les Epinettes*

ECHOS DES ENTREPRISES... ECHOS DES ENTREPRISES

• Des mœurs d'un autre âge

Le propre des traditions c'est que leur origine remonte au fond des âges sans qu'on ne sache plus trop pourquoi.

Exemples à la CRAMA, les facilités d'horaires pour la rentrée scolaire accordées aux femmes mais pas aux hommes. S'il fut un temps où cette division du travail avait sa raison d'être, il faudrait que la direction se rende enfin compte qu'il n'y a guère de mammouths à abattre à la massue du côté du Cours Saint-Louis et que donc les hommes sont libres pour des responsabilités nouvelles.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière *CRAMA (St-Louis Cauderan)*

• Ce n'est qu'une partie de notre dû

Parce que la production baisse, la direction nous annonce que nous allons faire pendant un certain temps trente-sept heures qu'elle continuera à nous payer trente-neuf. Et au moment où la demande remontera, elle voudra nous faire faire 41 heures toujours payées trente-neuf.

Et cela avec la bénédiction du gouvernement et de ses nouvelles lois, paraît-il, sociales !

Trente-sept heures d'accord ! Quant aux 41 que le patron voudra nous imposer, il nous reste encore quelque temps pour en discuter entre nous.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière *General Motors Strasbourg*

• Peut mieux faire

Une grande première, à la SNCF, cette année : il n'est plus interdit aux jeunes femmes de devenir apprenties. Mais c'est une première timide : seulement deux centres dont celui d'Oullins peuvent les accueillir.

La SNCF est peut-être à la pointe du progrès avec le TGV, mais pour ce qui est de l'égalité des droits de l'homme et de la femme, il y a encore du chemin à faire.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière *SNCF Ateliers d'Oullins*

• Motus et bouche cousue

Surprise, en rentrant des congés, nous avons constaté que toute l'automatisation au sol du magasin programmé qui alimentait les chaînes de Tôlerie centre étage avait disparu.

A la ferraille les quinze chariots électroniques à cinquante millions de centimes l'unité. Partis en fumée les milliards de centimes probablement utilisés à la mise en place de l'infrastructure du système.

La direction s'est-elle mis le doigt dans l'œil quant à la rentabilité du système ou change-t-elle son fusil d'épaule vu la situation ?

Voilà un petit et bel exemple de gaspillage capitaliste. Il est vrai que les milliards dépensés pour rien, ce n'est pas le patron qui a transpiré beaucoup pour les gagner.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière *Peugeot-Sochaux (Emboutissage sud)*

• A suivre !

En finition T.B. chaîne 533, un travailleur dont le poste est chargé, a dit à son chef qu'il en avait marre.

Celui-ci de lui répondre : « *Si tu en as marre, tu n'as qu'à foutre le camp !* ». Il a dû le dire tellement fort qu'une cinquantaine de travailleurs de la chaîne 532 ont suivi son conseil et ne sont pas venus le vendredi.

• Monte là-dessus, tu verras Montmartre

Une tour d'ivoire, avec vue plongeante de première qualité sur la chaîne 535 de finition, a été érigée au niveau de la descente des tapis d'insonorisation.

Quand même nous ne demandions pas que des voyeurs soient payés pour nous admirer en train de travailler.

Extraits du bulletin
Lutte Ouvrière Peugeot-Sochaux Carrosserie

• Comment Renault détourne le blocage des prix

Suite au blocage des prix, la régie avait trouvé le moyen d'obtenir des dérogations pour le prix des modèles 83. Maintenant, elle a trouvé un autre moyen de faire de l'argent.

En effet, certaines pièces qui étaient en série sont devenues en option. Certains d'entre nous ont eu la désagréable surprise de l'apprendre en rentrant de vacances et se sont vu réclamer une belle somme.

Comme quoi, blocage des prix ou pas, les patrons trouvent toujours une combine pour ne pas perdre d'argent.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière *Renault CKD Grand Couronne*

• Vitry-plage

A certains moments de la journée, RP nous offre du côté des accélérateurs un air saturé d'ammoniac (à moins que ce soit le contraire !). A toutes fins utiles nous lui signalons que si c'est pour nous rappeler l'air des vacances, surtout celui du bord de mer, c'est de l'iode qu'il faudrait avec une concentration beaucoup plus faible.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière *Rhône-Poulenc Vitry/Seine*

UN PETIT GESTE POUR LES PETITS PATRONS

Le ministre de l'Emploi, Jean Le Garrec, a annoncé le 2 septembre une modification concernant les charges imposées aux petites entreprises.

Jusqu'alors celles-ci, dès qu'elles employaient 10 salariés ou plus, étaient tenues de verser « une contribution dans le domaine de la formation, la construction et les transports ».

A partir du 1er janvier 1983, a déclaré le ministre, le « dixième salarié » *ne coûtera plus aussi cher. Les PME pourront en effet étaler sur cinq ans ces charges...*

Bien entendu cette mesure est censée favoriser la création d'un grand nombre d'emplois. Les services du ministre évaluent ce nombre à pas moins de 150 000 ! Dans les nombreuses mesures que ce gouvernement, comme le précédent, a prises soi-disant « pour favoriser l'emploi », *on trouve toujours deux aspects : d'un côté le concret, le tangible, le sûr : ce sont les sous que les patrons petits ou grands empochent ; de l'autre le futur, le flou, l'hypothétique : ce sont les créations d'emploi que les patrons devraient assurer en contre-partie.*

A.C.

LIVRES

« *Le royaume*
La grande aventure de l'Arabie Saoudite (1744-1982) »

de Robert Lacey

Dans *Le royaume*, Robert Lacey, journaliste anglais, nous raconte l'histoire de l'Arabie Saoudite, ou comment une simple tribu nomadé s'est imposée, à l'aube du XX[e] siècle, aux autres tribus, pour régner sans partage sur cette partie du Moyen-Orient.

C'est Ibn Seoud dit Abd Al Aziz (1876-1953) qui fonda « le royaume ». Tout son règne fut une conquête de la capitale d'abord, Ryad, puis des différentes provinces qui entouraient celle-ci. Ibn Seoud, chef religieux et militaire, conquit aussi les villes saintes, et en particulier La Mecque, lieu de pélerinage traditionnel de tout le monde musulman. Pour parvenir à ses fins, il utilisa ses connaissances des tribus nomades, en particulier des Bédouins, s'appuya sur la religion et bénéficia du pourrissement de l'Empire ottoman, qui régnait encore dans ces contrées au début du siècle. Ibn Seoud bénéficia au début aussi de la neutralité des Anglais, qui étaient les vrais maîtres au Moyen-Orient en ce début de XX[e] siècle.

Ibn Seoud mit en place une royauté toute-puissante, où toutes les décisions étaient prises par lui-même ou par les membres de sa famille. Tous ses fils, selon sa volonté, seraient appelés à régner s'ils le souhaitaient. Corruption, prodigalité, gestion et pratiques moyenâgeuses caractérisent le règne du roi et de ses fils. C'est « au nom de dieu » que tout est fait, dans le royaume réactionnaire où l'esclavage n'a été aboli qu'en 1962 !

La découverte du pétrole en Arabie Saoudite, dans les années trente, donna son essor au pays.

Pétrole contre protection américaine : tel est encore aujourd'hui le rapport d'échange qui préside en grande partie à la sécurité et à la stabilité du régime. Le pétrole et la richesse qui en découle ont d'ailleurs permis à l'Arabie Saoudite d'avoir un rôle à jouer dans le concert des pays arabes, souvent d'ailleurs celui de médiateur dans les conflits du Moyen-Orient.

Tout est donc centré dans le livre sur la toute-puissance de la famille des Saoud, que l'auteur nous dépeint à travers de nombreuses anecdotes, souvent vivantes et révélatrices de ce qu'est le régime en place. L'auteur ne prend cependant pas de recul et son livre n'est pas une critique. Il ne faut surtout pas y chercher une description actuelle de l'Arabie Saoudite. Pas un mot sur la population pauvre saoudienne et sur l'exploitation des travailleurs. Cela donne les limites du livre, qui constitue cependant une introduction intéressante à l'histoire de la dynastie des Saoud.

Eliane SITANT

Le royaume, la grande aventure de l'Arabie Saoudite (1744-1982) *de Robert Lacey. Ed. Presses de la Renaissance.*

THÉÂTRE

« 1929 ou le rêve américain »

par le Théâtre de la Jeune Lune

1929 ou le rêve américain : le Théâtre de la Jeune Lune reprend la pièce qu'il avait montée en février 1981 à Paris.

La pièce s'inspire de la comédie musicale américaine et du café-théâtre. Ainsi se succèdent des scènes chantées et des sketches qui tentent de nous montrer l'évolution de personnages de différents milieux sociaux à travers la crise des années 30.

Mais, malgré certaines scènes réussies et le brio des acteurs, les personnages et les événements sont présentés de façon tellement allusive et symbolique que la pièce devient parfois incompréhensible et souvent caricaturale.

Malgré son sujet prometteur, un spectacle décevant.

Yves MORINIER

FÊTE A LYON

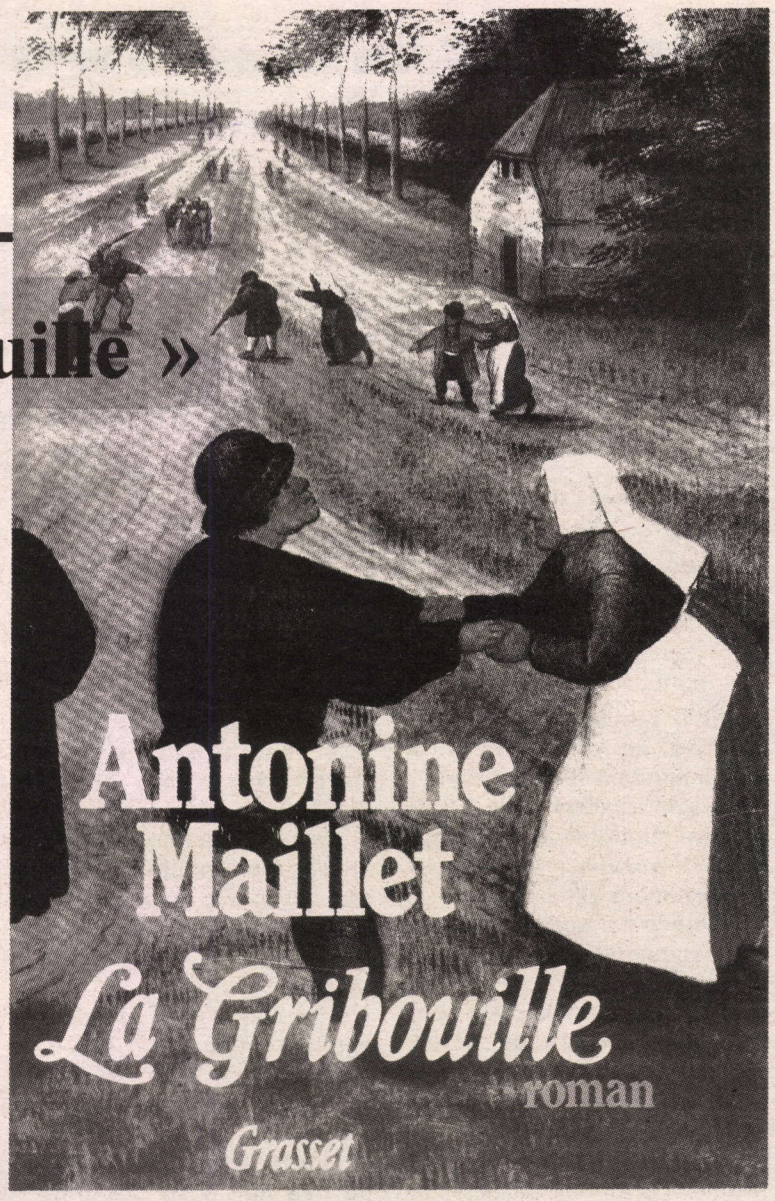
Samedi 18 septembre à partir de 16 h.
Dimanche 19 septembre de 12 h à 20 h.
Terrain du Merlo, Oullins.

Allocution d'Arlette Laguiller, dimanche à 16 h.

Spectacles, jeux, stands, expositions, montages audio-visuels, débats...

« La gribouille »

d'Antonine Maillet



Dans son roman Pélagie-la-charrette ; **Antonine Maillet nous entraînait dans son Acadie natale des années 1770. Dans** La gribouille, **c'est encore l'Acadie, celle des années 1880 cette fois. Les Acadiens, qui dans son premier roman étaient expulsés par les Anglais et que l'on voyait émigrer en charrette à travers l'Amérique, se sont cette fois installés dans le nord, en face du golfe du Saint-Laurent.**

Plutôt qu'un roman historique, La gribouille **est un conte vivant et chaleureux. C'est celui de toutes les traditions, les histoires et mêmes les mensonges transmis de bouche à oreille, faute de savoir écrire. Dans ces récits transmis de génération en génération, en particulier lors des longues veillées d'hiver, le rêve, le cancan ou le racontar ont autant de place que l'histoire. A vrai dire, l'histoire de cette communauté de paysans et de pêcheurs est avant tout celle de ses misères de tous les hivers dans le froid, des difficiles déboisements, de la culture sans charrue de métal ou de la navigation dangereuse, avec des côtes de sable toujours changeantes. malgré cette misère, ou à cause d'elle, ce sont les liens, la fraternité entre les habitants de Fonds-de-la-Baie que décrit surtout l'auteur, dans le vieux français parlé encore dans cette région isolée.**

Il ne vous reste plus qu'à « ouère » l'histoire drôle et lamentable de ce trésor qui est, dit-on caché depuis des décennies par les plus riches de ces émigrants : les Leblanc. Ce trésor, c'est le rêve, l'espoir, presque plus réel que la vie quotidienne. Ces Acadiens, qui n'ont que des récits à se transmettre en héritage, se partagent par avance le coffre imaginaire. On se divise en quart de Leblanc, demi-Leblanc, soixante parts de Leblanc... suivant la part de Leblanc dans son ascendance !

Pour Antonine Maillet, le trésor des Acadiens c'était bien sûr le charme des rapports humains entre ces habitants qu'elle décrit avec humour, même si elle idéalise sans doute leur passé. Mais on s'y laisse prendre volontiers.

La gribouille d'Antonine Maillet. *Ed. Grasset. 65 F*

« La vapeur »

de Jacques Tonnaire

Jacques Tonnaire, ancien cheminot, raconte la vie des roulants avant la guerre, dans ce livre qui porte en sous-titre : Souvenirs d'un mécano de locomotive 1932-1950.

A l'époque, on travaille à deux sur une locomotive : le chauffeur, dont le rôle est d'alimenter la « chauffe » et qui doit, dans la chaleur et la fumée, pelleter plusieurs tonnes de charbon par jour, et le mécano qui, lui, entretient et dirige la machine. Les journées sont harassantes et il n'y a pas d'horaires. Le mécano, qui est tenu d'habiter à moins de 2 km du dépôt, peut être dérangé chez lui à toute heure du jour et de la nuit. C'est l'homme qui doit s'adapter à la machine : l'équipe est en repos quand la locomotive est en réparation ou en révision. Tout fait l'objet de primes ou d'amendes : si vous tenez l'horaire ou pas, si vous consommez beaucoup de charbon ou pas.

L'auteur semble regretter ce temps, où le travail était dur mais où les gens lui semblaient solidaires et responsables, et aussi plus dévoués qu'aujourd'hui.

Jacques Tonnaire évoque également la période de la guerre et de l'Occupation. Il décrit la résistance passive, la mauvaise volonté de beaucoup de roulants, qui répugnent à faire marcher les trains pour le compte de l'Allemagne.

Le livre est marqué par un corporatisme certain. L'ancien cheminot consacre plus de place aux descriptions du matériel qu'au récit des luttes sociales passées. Il reste que ce livre est un témoignage souvent plein de verve et chaleureux, sur un milieu bien particulier de la classe ouvrière française.

Liliane RATY

La vapeur de Jacques Tonnaire, éd. J.-C. Lattès, 65 F.

LIVRES

« Le socialisme dans le Cher (1851-1921) »

de Claude Pennetier

Ce livre de l'historien Claude Pennetier, paru en mai 1982, est une étude réalisée dans le cadre du Centre de recherche d'histoire sur les mouvements sociaux et le syndicalisme.

Son but est d'expliquer pourquoi, dès sa naissance, le Parti Communiste dans le Cher fut majoritaire dans le mouvement socialiste. Claude Pennetier débute son étude en 1851.

Le Cher, c'était le pays des vignerons républicains, des bûcherons déchristianisés. *« Les travailleurs du bois formaient sous l'Ancien Régime un milieu, uni, fermé, sûr de ses droits et prompt à la révolte »*.

Le développement des transports permit la propagation des idées socialistes. Le chemin de fer et le canal latéral de la Loire favorisèrent le développement de petites entreprises, des forges, du travail de la chaux et du ciment. *« La voie d'eau resserra les liens entre les petits bourgs industriels qui (...) formèrent un chapelet de foyers révolutionnaires »*.

Avant 1851, il existait des sociétés secrètes, les « Marianes », qui furent décapitées lors du coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte.

Mais c'est avec la Commune de Paris que se développèrent véritablement les idées révolutionnaires.

En 1880, avec le retour d'exil d'Edouard Vaillant, ancien délégué à l'Instruction publique de la Commune, le mouvement s'organisa véritablement. Edouard Vaillant était un blanquiste, qui fut influencé par Marx durant son exil à Londres. Son influence grandit à tel point qu'en 1893, *« maintenant que le socialisme s'affirme et qu'il n'est plus possible de le nier, de le négliger, nos adversaires ne trouvent rien de mieux, pour le combattre, que de se dire tous socialistes »*.

Les socialistes furent de toutes les luttes, et en particulier celle des bûcherons en 1891-1892 ; ces bûcherons qui, *« loin de s'installer dans la misère, la combattent de toutes armes »*.

Eugène Baudin, ancien combattant de la Commune lui aussi, ouvrier porcelainier, fut en 1886 le premier conseiller général socialiste. Il ne put siéger, car il avait été condamné à deux mois de prison pour son action dans la grève des métallurgistes de Vierzon.

Lorsque les socialistes obtinrent la municipalité de Bourges, ils refusèrent de participer au défilé militaire du 14 juillet, qu'ils remplacèrent par une manifestation à l'arbre de la liberté : *« Musique de la Bourse du Travail en tête, suivie des conseillers municipaux, puis des membres de la Jeunesse Socialiste chantant* L'internationale *et criant :* « A bas l'armée ! A bas la calotte ! Vive la Sociale ! ».

Mais les succès électoraux transformèrent le Parti Socialiste Révolutionnaire de Vaillant en une machine électorale. La participation du socialiste Millerand au gouvernement du radical Waldeck-Rousseau, en 1901, divisa les socialistes et provoqua la méfiance des ouvriers du Cher contre le carriérisme et le parlementarisme.

Cela se traduisit par une baisse des effectifs militants du Parti Socialiste et une influence accrue de l'anarcho-syndicalisme, qui contribua alors à développer un esprit anti-militariste. Les conscrits influencés par la CGT se réunissaient avant leur départ pour le service militaire et allaient ensemble à la gare en chantant *L'Internationale...*

Mais la guerre de 1914 marqua, dans le Cher comme ailleurs, la faillite des dirigeants socialistes. Vaillant ainsi que tous les députés socialistes sombrèrent dans le patriotisme et l'union sacrée. Une réunion regroupa près de 1500 personnes, à la veille de la déclaration de la guerre, à Bourges. Mais aucun mot d'ordre n'y fut lancé, rien ne fut organisé.

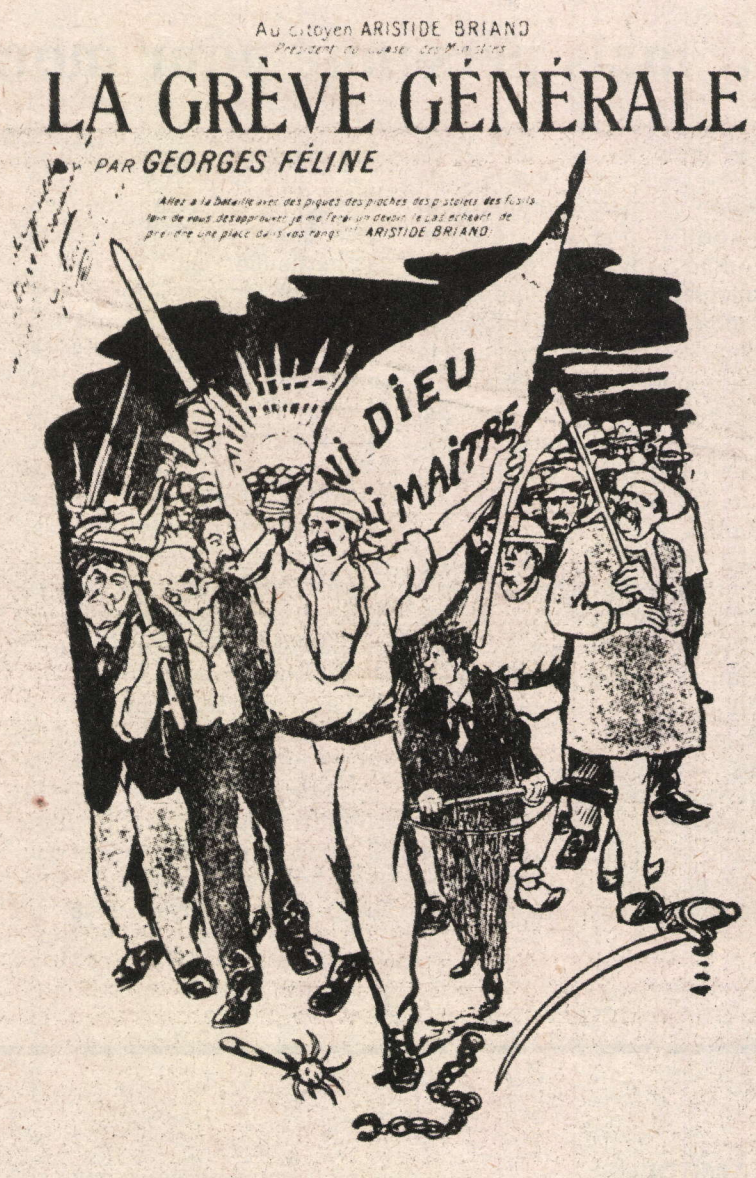
Mais dès 1916, les premiers courants pacifistes se reformèrent. Les femmes, paysannes et ouvrières, qui ont remplacé les hommes au travail, sont très actives dans ce mouvement.

Et la Révolution russe de 1917 fut pour beaucoup *« le rêve que nous avions tant caressé dans notre jeunesse »*. Les nombreux militants qui revinrent de la guerre adhérèrent au communisme, car ils étaient contre le militarisme, le parlementarisme, l'union sacrée et pour la Révolution russe. Si bien qu'en 1921, après la scission du Congrès de Tours, 1 200 des 1 500 militants de la fédération socialiste du Cher adhérèrent à la fédération communiste.

Claude Pennetier raconte minutieusement toutes ces péripéties du mouvement socialiste et révolutionnaire de cette région. L'accumulation de détails et de chiffres ne facilite pas toujours la lecture de cette étude, mais elle intéressera tous ceux qui veulent mieux connaître le mouvement ouvrier de cette époque. Un seul obstacle, le prix de ce livre : 120 F. Mais on y trouve aussi de nombreux documents photographiques d'époque.

Hervé TALLERS

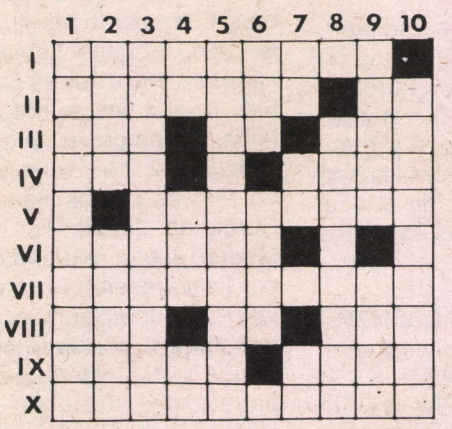
Le socialisme dans le Cher *de Claude Pennetier. Ed. Delayance, Maison des Sciences de l'Homme. 120 F. Prix littéraire 1979-1980 de la ville de Bourges et du Syndicat d'initiative.*



Georges Féline (né à Bourges en 1858), ouvrier cordonnier, milita dans les rangs blanquistes à Bourges et à Vierzon, avant de partir à Paris (XX^e arrondissement) à la fin des années 1880. Il composa plusieurs chansons dont, vers 1910, cette **Grève générale,** *ironiquement dédiée à Aristide Briand et accompagnée d'une gravure que n'aurait pas reniée le prolétariat vierzonnais.*

Emile Lerat (1887-1943), artisan cordonnier à Saint-Satur, militant socialiste et animateur du courant en faveur de l'adhésion à la III^e Internationale dans le Sancerrois, délégué du Cher au Congrès de Tours (décembre 1920).

Mots croisés



HORIZONTALEMENT. — I. Pas dans les nuages. II. Pas dans l'usage. Voyelle. III. Demi sport. Carré, on le fait rouler. Pour les jambes. IV. On tourne autour. Prénom. V. Approfondit son trou. VI. Change avec le temps. VII. De manière que rien n'y échappe. VIII. Ordre criminel. Lui. Une gorge qui ne devrait pas crier. IX. Petits emballages rigides. Inventeur de la roue. X. Sergent des plus pacifiques (2 mots).

VERTICALEMENT. — 1. Leurs cartouches tuent lentement. 2. Sorte d'agathe. Sans clé elle s'effondre. 3. Professionnel du chiffre. 4. En tout cas. Bière anglaise renversée. Desinence verbale. 5. Démolit par le rire. 6. Il se termine. Dans les faits. 7. Pour l'équerrage. Pronom. Fleuve transalpin. 8. Mettrai en question . 9. Attentions efficaces. Gaz en tube. 10. Réduisant en petits fragments.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	P	E	R	P	E	T	U	E	E	S
II	A	R	A	L	■	I	S	■	B	U
III	R	E	G	I	M	B	E	R	A	S
IV	A	■	E	■	A	E	R	■	H	P
V	M	A	U	R	I	T	A	N	I	E
VI	E	S	S	E	N	■	S	I	E	N
VII	T	S	E	T	S	E	■	L	S	D
VIII	R	A	S	E	■	S	S	■	■	U
IX	E	G	■	N	O	T	A	B	L	E
X	S	I	M	U	L	A	C	R	E	S

TELE

Aux Dossiers de l'écran :

« Les yeux pour pleurer »...

... mais personne pour moucher le système des patrons...

Le débat sur « la mort d'une entreprise », aux **Dossiers de l'écran** de mardi dernier, était introduit par un téléfilm d'André Cayatte : **Les yeux pour pleurer.** Celui-ci rapportait comment une petite entreprise d'imprimerie se vit acculée à la faillite pour finir par être liquidée et bradée à son principal concurrent, après être passée sous la gestion d'un syndic particulièrement « charognard ».

Le téléfilm de Cayatte, s'il montrait les nombreuses implications d'une faillite, y compris le licenciement des ouvriers, éclairait surtout le drame du côté de la famille des patrons, un couple et leur fils, dont le père de famille, qui se croyait avant au faîte de la réussite, finit par se suicider. Sa femme ayant fait placarder des affiches accusant le syndic d'être responsable de sa mort, il s'en suit un procès en diffamation sur lequel est bâti le film, procès qui est celui des responsables de la mort de l'entreprise, en particulier celui du syndic.

C'était lent, assez caricatural et manichéen. Mais on finissait malgré tout par se laisser prendre à cette histoire dont l'essentiel est vécu par de nombreux petits patrons victimes d'un système que généralement ils encensent tant que leur situation personnelle n'est pas menacée. Car cette histoire n'est jamais qu'un des aboutissements de ce qui s'appelle la « libre entreprise » et la concurrence.

La discussion fut animée tout d'abord par deux syndics et un président de tribunal de commerce qui tentèrent — sans emporter la conviction il faut le dire — de montrer que leur fonction n'était pas celle de « charognards », mais de défenseurs des salariés (mais oui, mais oui), et des créanciers qui étaient eux aussi des entrepreneurs. Un avocat, témoin à charge, rappela que la profession de syndic était « discutable et haïssable » et éléments en main, montra qu'elle se nourrissait substantiellement des faillites.

Participait également à la discussion le dirigeant des PME (petites et moyennes entreprises), Bernasconi. Il n'attaqua pas spécialement les syndics, mais accusa les charges sociales, l'Etat mauvais payeur et ceux qui perturbent la vie des entreprises (entendez les grévistes), d'être les responsables des faillites.

Un représentant du gouvernement, conseiller du ministre des Finances, remplaçant de Delors retenu à la réunion du FMI à Toronto, reconnut les anomalies donnant des pouvoirs exorbitants aux syndics. Il fit miroiter qu'avec le nouveau gouvernement, des réformes étaient en cours et que la situation des petits patrons ne pourrait que s'améliorer. Il ne mollit pas dans la promesse de lendemains de petits patrons qui chantent, grâce au nouveau pouvoir.

Un petit patron insista sur la nécessaire solidarité de tous pour sauver les entreprises, et prêcha aux salariés le renoncement aux avantages acquis.

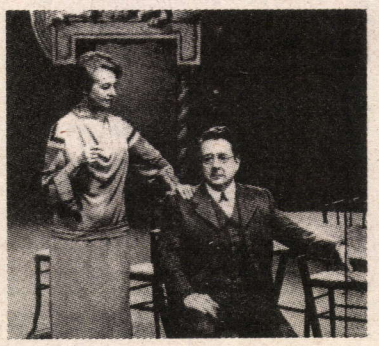
Deux experts comptables nommés auprès des comités d'entreprises pour l'analyse des bilans, étaient censés défendre le point de vue des travailleurs salariés. L'un se chargea surtout de montrer que les syndics n'étaient pas des hommes pires que les patrons qui étaient parfois les responsables conscients de la faillite de leur entreprise, et donna conseil aux PME de ne pas lier leur sort à un seul gros client. Comme s'ils avaient le choix ! L'autre expert-comptable fut le seul qui resitua le problème en accusant la crise, le système de production, le système de propriété des entreprises. Mais ce fut pour en arriver à cette surprenante conclusion que pour éviter les disparitions d'entreprises, il fallait mettre des systèmes de prévention et de prévision.

Tous donc se plaçaient du point de vue l'entreprise qu'il faut sauver. Mais dans tout cela, il n'y avait pas pour autant de quoi laisser un véritable espoir à un petit patron au bord de la faillite, ni de quoi faire pleurer un travailleur salarié.

Louis GUILBERT

Sélection T.V.

SAMEDI 11 SEPTEMBRE



20 h 35 FR3. Siegfried ; une pièce de Jean Giraudoux avec une musique d'Erik Satie. La mise en scène est de Georges Wilson.

21 h 35 TF1. Téléthèque : pour les amateurs de variétés, un spectacle avec Johnny Hallyday, Eddy Mitchell, Claude François, Jacques Dutronc, Antoine,... et bien d'autres.

DIMANCHE 12 SEPTEMBRE

12 h TF1. L'aventure des plantes. Cette dernière émission de la série est consacrée à un des chefs-d'œuvre du règne végétal : l'orchidée.

22 h 30 FR3. Madame de... film de Max Ophüls avec Danielle Darrieux et Charles Boyer. Un drame sentimental qui se déroule le long des pérégrinations d'une paire de boucles d'oreilles qui passe de main en main.

LUNDI 13 SEPTEMBRE

20 h 35 A2. La flûte enchantée. Sur l'opéra de Mozart, un ballet en deux actes de Maurice Béjart avec l'Orchestre philharmonique de Berlin sous la direction de Karl Böhm.

21 h 35 TF1. Au nom de la race. Il s'agit d'un film de Marc Hillel et Clarissa Henry, réalisé en 1974 sur la base du livre du même titre. Il s'agit du résultat d'une enquête réalisée par les auteurs sur les « Lebensborn » créés par Himmler dans l'Allemagne nazie. Sous couverture de foyers d'accueil pour mères célibataires, il s'agissait d'institutions vouées à la production d'Aryens de race pure que les mères accueillies devaient concevoir de SS sélectionnés.

MARDI 14 SEPTEMBRE

20 h 35 TF1 Naissance d'une exécution. Il s'agit de la première d'une série d'émissions consacrées à la musique, et plus particulièrement au travail préparatoire des musiciens et chefs d'orchestre pour l'interprétation d'une œuvre. Cette première émission sera consacrée au travail de la deuxième partie du **Tricorne** de De Falla, par l'orchestre de Lille sous la direction de Jean-Claude Casadesus

20 h 35 FR3. Quelle joie de vivre ! Une comédie satirique de René Clément. A Rome en 1922, à la veille de l'arrivée de Mussolini au pouvoir, Alain Delon incarne un jeune chômeur italien qui s'engage dans les Faisceaux de Mussolini en guise de gagne-pain, et découvre la joie de vivre chez un petit imprimeur anarchiste.

20 h 40 A2. Pile ou face. Un film à suspense dont les deux protagonistes sont Philippe Noiret et Michel Serrault. Le premier, en inspecteur de police, poursuit sans relâche un petit employé de banque (Serrault) dont il voudrait prouver qu'il a assassiné sa femme.

MERCREDI 15 SEPTEMBRE

20 h 35 FR3. L'amie étranger. Un téléfilm d'anticipation, où une charmante extra-terrestre ruse pour séduire un savant devenu ivrogne afin d'apprendre de lui ce que savent les Terriens, mais surtout de découvrir la chimie de leurs émotions et sentiments.

JEUDI 16 SEPTEMBRE

20 h 35 FR3. O Madiana. L'histoire d'un jeune pompiste antillais qui s'installe à Paris avec sa femme, employée de grand magasin. Une tentative pour

aborder quelques-uns des problèmes de l'immigration antillaise en butte à l'égoïsme général et aux préjugés raciaux.

20 h 40 A2. Les enfants du rock : l'émission commencera avec des extraits d'un concert de Rod Stewart.

VENDREDI 17 SEPTEMBRE

20 h 35 TF1. Francis Lemarque à Paris. Un portrait du chanteur, filmé par le fils de Gilbert Bécaud. Francis Lemarque y chantera entre autres **Bal, petit bal, Quand un soldat, Marjolaine, Le temps du muguet...**

23 h 05. A2. Les yeux bandés, un film de Carlos Saura avec Géraldine Chaplin. En 1977 à Madrid, au cours d'une réunion sur la répression en Amérique latine, Carlos Saura écouta le témoignage d'une femme, au visage partiellement caché, qui parlait des tortures qu'elle avait subies. C'est à partir de ce témoignage qu'il a construit son film.

FILMS

« Qu'est-ce qu'on attend pour être heureux ? »

de Coline Serreau

Dans un studio de la banlieue parisienne, des acteurs et figurants se préparent pour le tournage d'un film publicitaire, les uns inquiets et fébriles, les autres blasés et sûrs d'eux.

Balloté de l'habilleuse à la maquilleuse, de la maquilleuse au régisseur, tout ce petit monde finit par se retrouver sur le plateau. L'humiliation commence. Ces comédiens, au demeurant plutôt sympathiques, sont durant une longue journée la proie de publicitaires pleins de morgue, d'un réalisateur méprisant, d'un commanditaire capricieux et arrogant. Pour les responsables du tournage, les figurants sont quantité négligeable, faciles à humilier.

Des acteurs talentueux sont utilisés pour des emplois ridicules : les danseurs classiques doivent faire le singe sur le capot d'une voiture, les danseurs de claquettes chanter au volant d'un coupé et les chanteurs d'opéra s'écraser des tartes à la crème au visage.

« *La publicité,* dit Coline Serreau dans une interview, *sert à faire naître de nouveaux besoins pour écouler un surplus de production, alors qu'à côté de nous des gens crèvent de faim. Et, pour réaliser cette publicité, on ne demande pas aux interprètes de faire ce qu'ils savent faire, et qui leur a demandé des années de travail, mais ce qu'ils ne savent pas faire* ».

Et il est vrai que le film de Coline Serreau est une dénonciation d'un système où des millions de francs sont engloutis pour produire des spots publicitaires de quelques secondes, durant lesquels des comédiens sont contraints d'exécuter des pantalonnades de troisième catégorie sous les vociférations imbéciles d'un réalisateur sans talent.

Mais, dans le film du moins, les comédiens gardent leur amour-propre et une certaine défense. Le directeur de production veut refuser le paiement des heures supplémentaires ? Les acteurs séquestrent l'équipe de tournage et s'organisent une petite fête où chacun laisse éclater son talent, mais aussi son bonheur de se retrouver ensemble, entre amis plus qu'entre collègues de travail.

Un film qui ressemble sans doute à un conte de fées, mais qu'importe ! C'est une réelle réussite, pour sa satire du monde de la publicité. Et, par-delà cette satire, c'est aussi la fraternité des sans-grade que Coline Serreau a voulu célébrer.

Stéphane HENIN

A Paris, *Qu'est-ce qu'on attend pour être heureux* se joue à l'UGC Opéra 2e, Danton 6e, Rotonde 6e, Biarritz 8e, 14 Juillet 11e, UGC Gobelins 13e, 14 Juillet 15e.

Au cours d'un hold-up dans une gare, une fusillade éclate, faisant plusieurs tués parmi les voyageurs. On apprend par la suite qu'une seule personne était visée : un homme politique de droite.

Mais dans la tuerie, le héros qu'incarne Claude Brasseur a perdu, sous ses yeux, sa femme, sa fille et sa mère. Cet homme désespéré veut à tout prix qu'on retrouve les coupables. Mais au fil des jours, il constate que la police piétine. En fait, il découvre peu à peu qu'en haut lieu certains responsables de la police ne tiennent pas à élucider cette affaire, qui mènerait à une organisation du style SAC.

En désespoir de cause, il s'adresse à une organisation prônant la légitime défense, association qui dénonce l'inefficacité de la justice et de la police.

Manifestement, le réalisateur ne porte pas dans son cœur ce genre d'association : son dirigeant cherche à exploiter la détresse d'un homme pour faire valoir ses propres objectifs.

Claude Brasseur semble être tombé par erreur dans cette association. En fin de compte il mène l'enquête tout seul, et se trouve entraîné dans des aventures mouvementées. Et du même coup le problème de la légitime défense se trouve semé en route au cours du film.

En réalité, ce film de Serge Leroy aborde deux thèmes : le problème de la vengeance individuelle et collective, et le problème des polices parallèles. Et le mélange des deux n'est pas toujours convaincant. Et on a finalement l'impression que les deux sujets ne sont qu'effleurés. Il reste un film de style « policier », où l'action est menée tambour battant. On ne s'ennuie pas.

Pierre VILMA

Sélection cinéma Dans les salles parisiennes

Films récents...

YOL.
de Yilmaz Gören et Serif Gören.

A travers les voyages de cinq prisonniers bénéficiant d'une permission pour revoir leur famille, un visage de la Turquie d'aujourd'hui et de l'oppression qui y emprisonne tout le peuple.
Odéon 6e (vo). 14 Juillet 6e (vo). Caméo 9e (vo). UGC Champs-Elysées 8e (vo). 14 Juillet 11e (vo). Mistral 14e. Bienvenue 15e. 14 Juillet 15e (vo).

LE LION DU DÉSERT.

La résistance des Bédouins de Libye à la conquête italienne en 1929-1931.
Gaumont Ambassade 8e (vo). Français 9e.

DRESSÉ POUR TUER.
de Samuel Fuller.

En Amérique, certains racistes dressent leur chien à attaquer des gens de couleur. L'un de ces « chiens blancs », comme on les appelle, est le héros du film. Une jeune actrice qui a recueilli l'animal le confie à un dresseur noir pour le déprogrammer. Réquisitoire contre le racisme au travers d'un film d'action.
Paramount Odéon 6e (vo).

JACQUES BREL.
de Frédéric Rossif.

A partir de séquences filmées par F. Rossif durant ses tours de chant, un spectacle émouvant au cours duquel on réentend les chansons de Jacques Brel.
Paramount City Triomphe 8e.

MISSING.
de Costa-Gavras.

La disparition d'un journaliste américain lors du coup d'Etat de 1973 au Chili. Film basé sur des faits véridiques. Film bouleversant sur l'horreur de la dictature en Amérique latine, et sur la connivence des USA dans la préparation et la réalisation du coup d'Etat.
UGC Opéra 2e. St-Michel 5e (vo). Bretagne 6e. Odéon 6e (vo). Normandie 8e (vo).

LA GUERRE DU FEU.
de Jean-Jacques Annaud.

D'après le roman de Rosny Ainé, les hommes à l'aube de l'humanité.
Rivoli Beaubourg 4e. Le Lucernaire 6e. Bergère 9e.

LA NUIT DE VARENNES.
d'Ettore Scola.

Le 21 juin 1791, il y avait du monde sur cette route de Varennes : le carrosse royal, la voiture de Casanova vieillissant et une diligence où se retrouvent mêlés malgré eux des représentants de tous les milieux sociaux, de toutes les tendances politiques qui se sont affrontés au cours des premières années de la Révolution française.
Studio de la Harpe 5e.

REDS.
de Warren Beatty.

L'histoire de John Reed et un petit peu celle de la Révolution russe.
George V 8e (vo).

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE.
de Daniel Vigne.

Le XVIe siècle truculent et gaulois dans un petit village de l'Ariège où l'on ne plaisante pas avec les capteurs d'héritage...
Marbeuf 8e. Sept Parnassiens 14e.

LA PASSANTE DU SANS-SOUCI.
de Jacques Rouffio.

Cinquante ans après, un homme abat un nazi responsable de la mort de ses parents adoptifs.
Paramount Marivaux 2e. Paramount Montparnasse 14e. Publicis Elysées 8e.

... et moins récents

LE TROUPEAU.
de Z. Okten.

Au travers de la vie d'une famille, les problèmes de la Turquie aujourd'hui.
14 Juillet 6e (vo).

Moyen-Orient

La paix sortira-t-elle du sommet de Fès ?

Yasser Arafat au sommet de Fès, en compagnie de Hassan II du Maroc, représentant d'un des pires régimes de ce monde arabe qui, durant trois mois, a laissé massacrer Libanais et Palestiniens.

● Trois mois après le début de l'offensive israélienne au Liban, le « sommet » arabe qui s'est tenu à Fès, au Maroc, et qui devait se terminer le 9 septembre, aurait restauré « l'unité arabe », et même élaboré un « plan de paix » au Moyen-Orient. Eh oui ! Après trois mois de crise, d'offensives militaires, de bombardements et de massacres, trois mois de silence des gouvernements arabes, qui, de toute évidence, n'étaient pour la plupart pas mécontents de voir Israël réduire les combattants palestiniens du Liban, voilà que ces gouvernements et l'OLP se retrouvent comme si de rien n'était, puis participent à une grande fête pour célébrer la fameuse « unité arabe » retrouvée, le temps d'un sommet à Fès, avant de retourner chacun dans leur pays, pour y mener chacun leur politique et se livrer à leurs habituelles rivalités et leurs habituels conflits.

Le sommet de Fès est donc d'abord sans doute un sommet de l'hypocrisie. Mais la paix au Moyen-Orient peut-elle en sortir ? Le fait nouveau de ce plan, dont les détails ne sont pas encore connus mais qui devrait reprendre pour l'essentiel le « plan Fahd » qui avait été rejeté l'an dernier, consiste surtout en ce que l'ensemble des dirigeants arabes — exceptés la Libye et l'Egypte qui ne participaient pas à la conférence — s'affirment prêts à reconnaître Israël en échange d'une évacuation par celui-ci des territoires occupés, et de l'établissement d'un Etat palestinien ayant Jérusalem pour capitale. Mais qu'est-ce que cela change ? Les dirigeants arabes étaient de toute évidence et depuis longtemps prêts à reconnaître Israël si celui-ci acceptait d'évacuer les territoires. La différence est qu'aujourd'hui ils acceptent de le dire, y compris les dirigeants syriens qui y étaient les plus opposés. Mais le problème principal demeure : Israël acceptera-t-il d'évacuer Jérusalem, Gaza, la Cisjordanie, et maintenant le sud du Liban, en échange d'un traité de paix avec les Etats arabes et avec les Palestiniens ? Tout le comportement des dirigeants israéliens jusqu'à présent montre qu'ils continuent à préférer *« les territoires sans la paix que la paix sans les territoires »*.

Bien sûr, l'adoption du « plan Fahd » par le sommet de Fès est, de la part des dirigeants arabes et de l'OLP, un moyen de renvoyer la balle dans le camp d'Israël et d'ôter tout prétexte à celui-ci pour refuser une négociation. De ce point de vue, l'initiative vient à point nommé, après que la semaine dernière le président américain eut lancé le « plan Reagan » en prenant quelques distances avec les dirigeants israéliens et notamment en s'opposant à l'annexion des territoires occupés par Israël et la création de nouvelles colonies israéliennes dans ces territoires.

Mais justement, Begin et le gouvernement israélien ont aussitôt proclamé qu'ils n'accepteraient ni le « plan Reagan », ni le « plan Fahd », ni aucun plan prévoyant l'évacuation des territoires occupés par Israël et la création d'un Etat palestinien. Et pas plus aujourd'hui qu'hier, on ne voit pas pourquoi les dirigeants américains exerceraient une pression pour obliger Israël à l'accepter, alors que, précisément, le renforcement des positions militaires d'Israël sert les intérêts de l'impérialisme américain.

Alors, pendant qu'Israël continue et continuera d'occuper le terrain avec les armes et la bénédiction de fait des USA, le « plan Reagan » et le « plan Fahd » vont peut-être, eux, occuper le terrain diplomatique, à seule fin de laisser tout de même planer l'espoir lointain d'une paix réelle au Moyen-Orient et de maintenir le mirage de « l'unité arabe » derrière les princes d'Arabie Saoudite.

Quant à l'OLP, pour qui on prétend que le sommet de Fès serait une victoire diplomatique et politique et la « consécration » d'Arafat, le fait est surtout qu'elle est revenue chercher l'accord et la caution des mêmes gouvernements arabes qui l'ont si spectaculairement abandonnée ces derniers mois.

Le prestige dont Arafat et les Palestiniens disposent sans doute aujourd'hui auprès de toute une fraction des masses populaires arabes a ainsi peut-être servi à redorer le blason, à redonner un peu de crédit au prince Fahd, au président syrien Assad ou à l'Irakien Saddam Hussein, malgré leur évident « lâchage » de ces derniers mois.

Bien sûr, dans la situation qui est la leur, Arafat et l'OLP n'ont sans doute pas d'autre choix que de se rallier au prince Fahd ou d'espérer que Reagan voudra bien exercer des pressions sur Israël. Mais cela juge justement la politique de l'OLP, cette politique purement nationaliste, qui ne donne au peuple palestinien comme aux autres peuples du Moyen-Orient d'autre espoir que dans le bon vouloir israélien et américain ; une politique qui les enferme, à l'avance, dans le piège des conflits nationaux, des affrontements militaires, et, finalement, des décisions et des intérêts de l'impérialisme.

André FRYS

A propos de l'occupation de l'ambassade de Pologne

Quelle violence craint Jaruzelski ?

Après quatre jours d'occupation de l'ambassade de Pologne à Berne, la police suisse a donné l'assaut et libéré les otages que détenait un commando qui se nommait lui-même « *Armée des patriotes polonais insurgés* ».

Que représente ce commando ? Plusieurs représentants du syndicat Solidarité en Europe ont émis l'hypothèse qu'il serait composé d'un groupe d'individus manipulés par les services secrets de Jaruzelski. A l'appui de cette hypothèse, bien sûr, le fait que le gouvernement polonais s'est empressé d'utiliser l'affaire pour essayer de déconsidérer les militants du syndicat Solidarité aux yeux d'une partie de la population polonaise. Dans cette tâche, il n'a, à vrai dire, aucune chance de réussir, tant les Polonais qui montrent aujourd'hui leur opposition au régime savent contre qui et pourquoi ils se battent.

Même s'il ne s'agissait pas d'une provocation mais de l'action d'un groupe d'extrémistes nationalistes ou d'un geste un peu désespéré de jeunes isolés cherchant un moyen de s'attaquer à la dictature polonaise, un tel acte n'a évidemment aucune utilité pour le combat de la classe ouvrière polonaise.

Mais ce qui est choquant aussi dans cette affaire, ce sont les propos tenus par une partie de la presse occidentale lors de cette occupation d'ambassade, à commencer par ceux du journal *Le Monde*.

Celui-ci écrivait dans son éditorial du 8 septembre : « *En tout état de cause, les Polonais savent qu'ils n'ont pas besoin de la violence pour faire connaître leur combat, que leur détermination pacifique les sert infiniment plus qu'un chantage exercé contre des civils qui ne sont pas forcément tous des partisans du général Jaruzelski, et que le seul domaine dans lequel la dictature soit plus forte qu'eux est celui des armes* ». Pour *Le Monde*, les travailleurs polonais méritent donc d'être soutenus tant qu'ils n'opposent pas la force aux chars de la milice et de l'armée, tant qu'ils subissent le joug de la dictature.

Mais si les opprimés « *n'ont pas besoin de la violence pour faire connaître leur combat* », ils en ont besoin pour vaincre.

C'est par la violence que les partisans de Jaruzelski exercent et maintiennent leur dictature envers la classe ouvrière polonaise. Comment celle-ci pourrait-elle se libérer et conquérir son émancipation si elle ne se donne pas les moyens de s'opposer et de briser la violence de la dictature ?

Et si le régime de Jaruzelski a quelque chose à craindre, ce n'est pas seulement la « *détermination pacifique* » des travailleurs polonais. Ce sont surtout les luttes et les manifestations comme celles du 31 août dernier. Des manifestations qui, par exemple, ont vu des milliers de travailleurs prendre des risques aussi grands que ceux que font courir une occupation d'ambassade pour braver en pleine rue les troupes du régime. Ce que Jaruzelski a à craindre, c'est que des milliers de travailleurs continuent à s'organiser, malgré l'état d'urgence, et que leurs luttes, violentes si nécessaires, permettent de jeter à bas ce régime en opposant des forces supérieures à celles dont dispose la dictature qui tient encore aujourd'hui le haut du pavé.

Les manifestations du 31 août 1982 en Pologne.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 46-450.